

LES ACCORDS FRANCO-KAMERUNAIS

LA VOIX DU KAMERUN

ORGANE CENTRAL DE L'UNION DES POPULATIONS
DU CAMEROUN (U.P.C.)

Directeur-Gérant: KAMEN SAKEO.



*Le vrai courage consiste à chercher
la vérité et à la dire.*

Jean JAURES



ROUGE du sang des Patriotes
morts pour la cause
nationale.

CRABE de Rio dos Cameroes:
nom originel du
Kamerun.

SOMMAIRE

	Page
EDITORIAL : Jusques à Quand ... ?	1
Texte Partiel des Accords Franco-Kamerunais	8
Vive le Congo Indépendant et Indivisible !	10
Le chien aboie, la caravane passe ...	15
Interview accordée au Journal "La Voix du Kamerun" ...	18
Le Prix d'Ahidjo ...	21
La Conférence Afro-Asiatique Proteste ...	22
La classe ouvrière kamerunaise en appelle au Bureau International du Travail ...	23
Le Problème du Chômage ...	27
Repli sur le Ruanda-Urundi ...	30
Ceux que les néo-colonialistes et leurs agents n'ont pu corrompre ...	31
Le Cuba soutient la Révolution Kamerunaise	35
La Conférence d'Addis Abéba et l'Unité Afri- caine ...	36

Edité par le Comité Directeur de l'U.P.C.

JUILLET-AOUT 1960

JUSQUES A QUAND ... ?

Dans son numéro du 1er Juillet 1960, la "Revue des Deux Mondes", sous la plume de M. Manue, a révélé que le "Cameroun va adhérer à la Communauté française". Moins de trois semaines après, le "Figaro" du 19 juillet confirmait l'information en ces termes : "Selon une dépêche de l'Agence Reuter, datée de Buea, capitale du Cameroun britannique, M. Ahidjo aurait déclaré devant 10.000 personnes que son pays se joindra à la Communauté Française". Cette nouvelle a provoqué une désapprobation générale tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Kamerun. Aussi les autorités franco-kamerunaises ont-elles dû la démentir. Mais que valent ces démentis ? Rien du tout. Déjà dans sa Conférence de presse du 10 Novembre 1959, le Général de Gaulle déclarait que la Communauté a été rénovée pour permettre à des pays comme le Kamerun, d'y entrer.

De toute façon, quel que soit le contexte juridique des relations entre les gouvernements de Yaoundé et de Paris, un fait est certain : c'est que les conventions liant les deux pays sont "assez proches des accords de coopération franco-maliens" selon l'expression même du "Monde" (No. du 27 juillet 1960), journal officieux du Ministère français des Affaires Etrangères. Or le Mali est membre de la Communauté. Donc le Kamerun aussi, même si finalement il reste en dehors du cadre juridique formel.

Tant que les accords franco-kamerunais ne sont pas officiellement publiés, nous ne pouvons les connaître que par ce qu'en dit la Presse. Essayons donc sur cette base de voir dans quelle mesure le Kamerun est indépendant en examinant le contenu des différents accords franco-kamerunais et franco-maliens tels que les présentent notamment le "Bulletin de l'Afrique Noire" (No. du 18 Janvier 1960) et "France-Observateur" (No. du 9 juin 1960).

Les Accords économiques et financiers consolident la position des capitalistes français au détriment de l'indépendance du Kamerun et du bien-être de ses habitants. Cela ressort d'abord de l'appartenance du Kamerun à la zone franc. Ainsi son unité monétaire reste le franc C.F.A. dont la

valeur est déterminée unilatéralement par les autorités de la Communauté française. Par ailleurs, c'est le gouvernement français qui fixe souverainement la parité entre, d'une part le franc français et le franc C.F.A., d'autre part le franc français et les devises étrangères. Enfin, l'émission de la monnaie reste assurée par la "Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun", que domine naturellement le grand capital français. Toute la politique monétaire et financière du Kamerun est donc soumise à l'approbation du gouvernement de Paris. Certes on reconnaît au Kamerun la possibilité d'avoir son institut d'émission; on lui permet également de garder à son entière disposition les aides éventuelles provenant de pays autres que la France... Mais tout cela n'enlève rien à sa subordination, car :

(1) les cadres de la politique de l'institut d'émission Kamerunais sont déterminés par le Comité Monétaire de la Zone franc ;

(2) la politique des changes continue à dépendre de Paris non seulement dans son élaboration mais aussi dans son contrôle. Pour le Mali, par exemple, le directeur malien de l'Office des Changes ne peut être nommé qu'avec l'agrément des autorités centrales de la Zone franc ; il est en outre assisté d'un soit-disant conseiller nommé par la France et investi du pouvoir de veto. Ces dispositions débordent largement le cadre de la conspiration : les autorités africaines ne peuvent exercer un contrôle analogue sur l'Office français des Changes ; elles ont donc accepté une sujétion directe.

(3) De toute façon même si le différend en matière de politique des changes est finalement révolu dans le sens indiqué par les responsables africains, leurs recommandations auront perdu toute efficacité en raison des délais qu'exige le règlement du conflit. Ces délais permettent aux capitalistes français de transférer hors d'Afrique ou en Afrique, selon leurs intérêts, autant d'argent qu'ils veulent, car ils ont le droit de transférer leurs avoirs entre l'Afrique et la France, sans aucune formalité ni limitation de montant. Le droit de veto accordé au "Conseiller français" pris de

L'Office des Changes, vient donc renforcer de façon irrésistible, les pressions que les capitalistes français cherchent à exercer sur les gouvernements africains. Dans ces conditions et dépourvues de tout pouvoir sur l'émission de leur propre monnaie, les autorités africaines ne peuvent donc en aucune façon contrôler la politique du crédit pratiquée dans leur propre pays.

(4) Le fait que toutes les devises sont mises en commun et gérées par la France assure plus qu'un volant de trésorerie aux responsables français des Finances Extérieures, car dans la répartition des devises, ils se taillent la part du lion ; c'est ainsi que d'après des informations officielles, la France économise chaque année environ 300 millions de dollars du fait de son commerce avec les pays africains, et cette situation, ajoute-t-on, est appelée à s'améliorer.

(5) Le droit reconnu au Kamerun de disposer librement de l'aide éventuelle des pays tiers, n'est que théorique, car ses programmes d'importations demeurent fixés par Paris, avec simplement, dit le texte, un assouplissement par rapport au régime antérieur. Ainsi les limitations de la souveraineté kamerunaise en matériel monétaire et financière se trouvent naturellement complétées par la limitation de la souveraineté en matière de commerce extérieur.

(6) Ainsi une autre clause stipule : "Les accords commerciaux négociés par la France ou le Cameroun feront l'objet de consultations préalables en vue d'harmoniser et de coordonner la politique commune de la zone franc". En vertu de cette "harmonisation", le commerce extérieur du Kamerun avec les pays socialistes ne peut être que limité, parce que modelé sur celui de la France. Alors que les pays sous-développés comme le nôtre, ont un intérêt vital à développer un commerce intense avec les pays socialistes. Ces derniers, en effet, offrent des conditions très intéressantes : respect de l'indépendance nationale, débouché de près d'un million d'hommes, accords à long terme à des prix au moins égaux sinon supérieurs aux cours mondiaux, paiement en nature ou en notre monnaie nationale, fournitures des biens d'équipement nécessaires à notre industrialisation, etc.

Tous ces avantages, aucun marché capitaliste ne peut nous les offrir. Ainsi, bien que Cuba soit beaucoup plus proche des U.S.A. que de l'URSS, le pétrole soviétique est encore moins cher à Cuba que le pétrole américain. La France s'est engagée

à acheter le peu de café que le Kamerun exporte encore mais seulement à moitié prix. Par contre, elle nous livre ses marchandises à des prix généralement supérieurs aux cours mondiaux. Et ces échanges inéquitables sont facilités par le régime du Pacte colonial baptisé aujourd'hui régime préférentiel et débouchés privilégiés : les marchandises françaises entrent au Kamerun sans droit de douane et en priorité. Voilà pourquoi des statistiques officielles montrent que du fait de notre commerce avec la France, chaque Africain donne gratuitement aux capitalistes français plus de 3% de son revenu annuel.

La conclusion s'impose d'elle-même.

Le gouvernement franco-kamerunais est entièrement soumis aux trusts français pourtant irréductiblement hostiles comme tous les trusts, à la promotion économique, sociale et culturelle des peuples africains. Cette soumission ressort non seulement des accords mais aussi de la politique intérieure de ce gouvernement. Il a par exemple adopté un Code des investissements permettant aux capitalistes étrangers d'investir dans le pays avec la faculté de rapatrier à tout instant capital et intérêts sans la moindre formalité. Dans aucun pays au monde, les capitalistes ne bénéficient de conditions aussi favorables. Heureusement la lutte héroïque du peuple kamerunais le préserve d'une exploitation aussi forcénée. Il est en effet évident que l'indépendance véritable du Kamerun et l'élévation du niveau de vie de ses habitants demandent que notre pays se libère immédiatement de cette association étouffante avec les milieux d'affaires français et qu'il établisse avec tous les pays du monde des relations fondées sur l'égalité et l'intérêt mutuel. Prenons un seul exemple concret : en raison de sa subordination au gouvernement de Paris, le régime fantoche de Yaoundé ne peut avoir de relations qu'avec la clique de Tchang Kai-Tshek, c'est-à-dire un autre régime fantoche, en proie à de graves difficultés économiques et qui sera sûrement balayé par le grand peuple chinois : aucune raison valable de traiter avec lui.

Par contre, même d'un point de vue purement commercial, des relations avec la Chine Populaire permettraient l'élévation rapide de notre niveau de vie. Si chacun des 650 millions de Chinois consommait par an ne fût-ce qu'un kilogramme des produits du cacao, du café, de la banane, etc., la Chine Populaire pourrait à elle seule absorber toute notre production de ces matières-clés. Et elle

nous les paierait à des prix très intéressants. C'est ce qui est arrivé avec la Guinée : au début les impérialistes français ont pensé l'asphyxier en refusant d'acheter ses bananes. Mais bien vite, elle a pu les vendre à très bon prix aux pays socialistes. Depuis, les impérialistes français sont allés supplier les autorités guinéennes pour acheter toute leur production de bananes à des cours cette fois rémunérateur. Mais c'était trop tard. Sur le plan des importations, la Guinée a également beaucoup gagné dans ses échanges avec les pays socialistes. Grâce à eux, la Guinée connaît désormais des baisses importantes sur les produits de grande consommation : 25% sur le sucre, 15% sur le riz, 28% sur les textiles, 21% sur le pétrole lampant, 40% sur le ciment, 18% sur les chaussures. Ce qui signifie amélioration immédiate et sensible du niveau de vie en Guinée, malgré le blocus économique tenté par les impérialistes. N'est-ce pas là une expérience concluante ?

ACCORDS CULTURELS :

"Les liens culturels seront maintenus et développés", dit le texte des Accords. En conséquence :

(1) "Le français reste la langue officielle" : n'appartient-il pas aux autorités kamerunaises de décider souverainement de cette question ? Pour quelle raison, doivent-elles prendre un tel engagement envers un gouvernement étranger ? Dans un pays où la Réunification est plus que jamais à l'ordre du jour, cette clause ne tend-elle pas à créer des difficultés supplémentaires à certains de nos frères sous administration anglaise ? Heureusement, ils savent que le gouvernement dirigé par l'U.P.C. ne sera nullement lié par de tels engagements.

(2) "Les droits des établissements français publics et privés sont maintenus". Pas un mot sur leurs devoirs. On insiste seulement pour qu'ils continuent à bénéficier de subventions, à élaborer leurs programmes, à recruter selon leurs normes propres, etc. Dans ce pays où l'enseignement privé joue un rôle prépondérant, en quoi consistent dès lors les pouvoirs du gouvernement ? Peut-il modifier les droits des établissements non français ? Certainement pas, car cela entraînerait des discriminations envers les élèves fréquentant ces établissements, envers leurs propriétaires, etc... Le maintien du statu quo signifie donc : pas d'africanisation réelle des cadres enseignants et des programmes scolaires, pas de possibilités de dévelop-

per l'enseignement conformément aux besoins du pays.

"Le Monde", dans son éditorial du 27-7-1960, confirme entièrement ce point de vue. Il écrit en effet à propos des entretiens De Gaulle-Ahidjo : "Les Camerunais qui, grâce à l'effort de scolarisation déployé par la France, disposent d'une assez nombreuse élite intellectuelle souhaitent une université. Cette question n'est pas encore réglée, d'autant plus que la mise en place d'une université catholique destinée à l'ensemble de la côte ouest-africaine est envisagée à Douala".

Où a-t-on jamais vu le chef d'un Etat réellement indépendant adopter une telle attitude ? La Guinée, par exemple, a élaboré son plan de développement culturel et scientifique, et puis a demandé à tous les pays respectueux de son indépendance de l'aider à réaliser ce plan. Mais les autorités guinéennes ne considèrent nullement ces décisions de leur peuple comme des souhaits à soumettre pour ratification à des autorités étrangères. Or le gouvernement franco-kamerunais va jusqu'à subordonner la création d'une Université publique nationale à l'ouverture d'une université privée catholique et "panafricaine" !

Ce projet diabolique a été mis sur pied par les milieux du Vatican avec la complicité du Dr. L.P. Aujoulat ; il ne prouve pas seulement la soumission du régime de Yaoundé aux forces qui a travers le monde dirigent la contre-Révolution ; le projet prouve aussi :

(1) que le gouvernement franco-kamerunais est décidé à continuer la politique obscurantiste du colonialisme traditionnel, car de toute évidence, une université privée construite pour l'ouest africain tout entier est incapable par ses dimensions, son programme et son orientation de répondre aux besoins de nos pays, à l'heure actuelle. Depuis 1952, déjà, les Nations-Unies elles-mêmes, insistent pour que le Kamerun Oriental soit doté d'une Université Nationale. A fortiori celle-ci est-elle devenue nécessaire maintenant que le pays est indépendant et dispose "d'une assez nombreuse élite intellectuelle".

(2) le projet prouve ensuite que le gouvernement franco-kamerunais ne respecte même pas sa constitution, car il s'engage à obliger les citoyens à envoyer leurs enfants dans cette seule université confessionnelle, alors que la Constitution déclare que la République est laïque.

(3) le projet prouve enfin que M. Ahidjo n'est nullement un bon musulman comme certains se plaisent à le croire, car il aurait immédiatement repoussé une telle proposition qui lèse les musulmans et tous les non-catholiques. L'attitude de M. Ahidjo et de ses complices est d'autant plus scandaleuse que dès les premiers jours de l'indépendance, la jeune République du Congo a proclamé en droit et en fait la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Pour toutes ces raisons, le projet d'une université catholique pan-africaine à Douala constitue un foyer de contre-révolution, donc un danger pour tous les peuples africains. Aussi doivent-ils aider le peuple kamerunais à le tuer dans l'œuf.

ACCORDS JUDICIAIRES.

Les textes laconiques seuls publiés jusqu'ici, laissent entendre que les Français résidant au Kamerun continuent à relever des juridictions françaises, y compris le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation. Exactement ce qu'on a voulu imposer au peuple vietnamien en 1945 avant le déclenchement de la guerre d'Indochine. Par ailleurs, une clause des Accords stipule : "La représentation dans les Assemblées Consulaires et les organismes à caractère économique n'est pas modifiée".

Quand on sait que les 13.000 français installés au Kamerun y contrôlent tous les portes-clés de l'Administration, de la Justice, de l'économie, on réalise la situation privilégiée que leur confèrent les présentes conventions. Ils obtiennent le privilège de continuer à diriger dans tous les domaines un pays indépendant tout en échappant au contrôle des autorités de ce pays.

Dès lors les Kamerunais eux-mêmes n'auront que des places subalternes dans la gestion de leurs propres affaires ; et bon nombre d'entre eux continueront à chômer ou à chercher du travail dans des pays étrangers. Enfin, les conflits entre les capitalistes étrangers et les Kamerunais (paysans, commerçants, artisans, ouvriers ou employés, etc.) seront régulièrement tranchés en notre défaveur aussi bien dans le secteur privé, la chambre de commerce et autres organismes économiques qu'au ministère du Travail et des lois sociales ainsi que des institutions qui en dépendent.

ACCORDS SUR LA DIPLOMATIE

Dans leur état actuel les conventions franco-kamerunaises sont muettes. Mais il est certain que le Kamerun s'est engagé comme le Mali et Madagascar, à harmoniser sa politique extérieure avec celle des impérialistes français. Ce qui signifie que ces derniers dicteront au gouvernement de Yaoundé la position à adopter sur tous les points qu'ils considèrent comme importants pour eux et leurs alliés. C'est ce qui est arrivé à la Conférence d'Addis-Abéba relativement à la condamnation des bases étrangères en Afrique, au problème algérien, à la question des réfugiés palestiniens, à la question de l'aide à tous les combattants de la liberté. Sur tous ces problèmes la délégation franco-kamerunaise a défendu avec ardeur les positions favorables aux impérialistes ; elle a ainsi prouvé ce que nous avons toujours dit : à savoir qu'un régime fantoche ne saurait contribuer à la lutte contre un autre régime fantoche comme celui d'Israël. Un gouvernement dont l'existence dépend des troupes impérialistes des pays frères d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine. Pire encore : un tel gouvernement ne peut être que l'instrument de la contre-révolution mondiale. C'est ce que les impérialistes français s'apprêtent à réaliser ouvertement en créant dans le cadre des Nations-Unies un groupe africain d'expression française destiné à contrecarrer les efforts du groupe afro-asiatique.

ACCORDS MILITAIRES

Dans ce domaine les conventions franco-kamerunaises sont encore pires que les conventions franco-maliennes ou franco-malgaches, pour trois raisons essentielles :

(1) D'abord, bien qu'ayant passé par une longue étape d'autonomie interne, le Kamerun ne dispose pas encore d'une armée nationale, à l'inverse du Mali et de Madagascar. Mais comme dans ces pays, c'est la France, et la France seule, qui instruira, encadrera et équipera la future armée kamerunaise.

(2) Au Mali, à Madagascar, et dans les autres pays de la Communauté, l'ordre et la sécurité sont assurés par la force publique nationale. La France n'y dispose de privilèges militaires que pour la préparation d'une guerre impérialiste. Ces privilèges, bien entendu, l'U.P.C. les combat, de toutes ses forces, comme des atteintes à la souveraineté

nationale, à l'intégrité territoriale et une lourde menace à la paix. Que chacun en juge : "Les forces françaises stationnées dans les bases ont le droit de libre circulation entre leurs garnisons, et disposent librement des infrastructures portuaires, ferroviaires et aériennes ainsi que les postes et télécommunications. En ce qui concerne les matières premières et les produits stratégiques, comprenant les hydrocarbures et l'uranium, le Mali et Madagascar en facilitent le stockage en faveur des forces armées françaises, en limitant ou interdisant, le cas échéant, l'exportation à destination des pays non membres de la Communauté. L'ensemble de ces dispositions vise donc à créer une union militaire dont toutes les forces armées sont contrôlées par la France". (France-Observateur du 9 Juin 1950).

(3) La situation est pire au Kamerun, car la France y possède exactement les mêmes privilèges; mais en plus elle s'associe les autres pays de la Communauté et les pays membres de l'OTAN pour lutter contre le peuple kamerunais. En effet, l'aérodrome de Douala et ses annexes sont cédés à la France; à Kounden (tout près de Foumban) à Salat (près de Maroua), etc., l'OTAN construit les bases qui seront administrées par la France. L'Armée de Libération Nationale a déjà saisi de nombreuses armes américaines. Comme elles sont des armes de la défense nationale, elles ne se vendent pas sur le marché. Directement ou par l'intermédiaire de la France, les Etats-Unis les ont donc livrées, avec des hélicoptères, au gouvernement fantoche de Yaoundé. Enfin si les officiers et les cadres militaires opérant au Kamerun sont tous français, les soldats par contre, sont originaires, de la Communauté et des pays de l'OTAN. C'est ainsi que d'après Radio-Mali, les démocrates ouest-allemands ont eux aussi protesté dans un récent débat au Parlement contre le fait que de nombreux soldats ouest-allemands ont été tués ou blessés dans la guerre du Kamerun.

Bien que sommaires, ces commentaires permettent de se faire une idée exacte sur les accords entre la France et les pays de la Communauté, y compris le Kamerun. Nous en publions par ailleurs des extraits plus larges. Certes de prétendues négociations sont en cours avec le gouvernement français, mais M. Ahidjo lui-même, lors de sa dernière visite à Paris, a déclaré : "Les prochains accords ne modifieront pas sensiblement la situation de nos rapports avec la France". ("Le Monde" du 29 Juillet 1960, p. 3). Nous devons donc reconnaître que l'équipe actuellement installée à Yaoundé

a carrément trahi les légitimes aspirations du peuple kamerunais et des peuples africains à l'indépendance véritable, à la démocratie et à l'évolution du niveau de vie matériel et culturel. Dès lors, qui refuserait à soutenir la lutte du peuple kamerunais?

OPPOSITION IRREDUCTIBLE DU PEUPLE KAMERUNAIS A L'ACTUEL REGIME

Le peuple kamerunais est irréductiblement hostile au régime actuel. Voilà entre autres conséquences pourquoi le gouvernement fantoche n'a même pas le courage de publier le texte de ces Accords. Au cours d'une réunion tenue à Yaoundé le 18 Juin, le groupe même de M. Assalé, le prétendu Premier Ministre, a exigé la publication de ces Accords, mais en vain!

Pour prévenir toute campagne hostile au régime, les libertés démocratiques et syndicales restent toujours supprimées. Plus de trois personnes ne peuvent marcher ensemble dans les rues. Aucun article de presse ne peut paraître, s'il ne porte le visa du Préfet ou du Ministre de l'Intérieur. Le 10 Mai dernier, c'est-à-dire deux jours après la promulgation de la prétendue loi d'amnistie, les arrestations massives se poursuivaient dans les principaux centres urbains, ainsi que des pillages et des incendies organisés par les forces dites de pacification... Actuellement, le patriote Enock Kemaïou et beaucoup d'autres, sont menacés d'être exécutés sur les places publiques uniquement parce qu'ils ont activement participé à la lutte libératrice du pays. C'est en effet cela que les colons ont exigé et obtenu au mois de juin dernier à la suite de violentes et victorieuses attaques déclenchées par l'Armée de Libération Nationale.

En effet, la lutte militaire a revêtu une très grande ampleur au cours de ces 6 derniers mois. Notre armée a poursuivi la libération systématique de l'ouest du Pays. Un document récent publié par le "groupe français de lutte contre la guerre révolutionnaire au Cameroun" reconnaît lui-même que sur 144 groupements en pays Bamiléké, 142 sont sous notre contrôle absolu. Le Communiqué de l'Armée de Libération Nationale publié par ailleurs donne une idée des pertes que nous avons infligées à l'ennemi aussi bien en hommes qu'en biens matériels. Nous défions les autorités franco-kamerunaises de nous apporter le moindre démenti. Bien sûr, leurs chiffres diffèrent des nôtres. Mais tout le monde sait combien leurs informations sont mensongères. Ainsi malgré leurs démentis

formels, de récents débats au Parlement de Bonn viennent de prouver que l'Allemagne Fédérale envoie des soldats au Kamerun, nous obligeant ainsi à affronter une véritable coalition impérialiste...

Sur le plan syndical, la lutte a aussi repris avec ardeur, malgré la trahison déjà vieille d'ailleurs, de certains leaders tels que Jacques Ngom et Mbilla Marcus. Un document confidentiel du Foreign Office les signale en effet parmi les traîtres de la classe ouvrière qui touchent les fonds américains de corruption au même titre que les Tom Mboya au Kenya, Alioune Cisse au Sénégal, Macrae en Ouganda, etc... Malgré donc cette corruption, les travailleurs ont ces derniers temps organisé de longues et victorieuses grèves, évoquées dans l'interview du camarade Ndoh Isaac, publiée dans ce numéro même.

Ainsi que nous le démontre le mémoire de l'U.P.C. à la Conférence d'Addis-Abéba, cette combativité croissante de la classe ouvrière kamerunaise est stimulée par les tares inhérentes au régime lui-même : incapacité de promouvoir le développement économique et social du pays en raison notamment de l'étroite soumission à l'impérialisme, en raison de la guerre révolutionnaire et de ses destructions, en raison de la corruption et de la gabegie des pouvoirs publics, etc. On soit par exemple que M. Assalé, l'actuel "Président du Conseil" a détourné 4 milliards de francs CFA au temps où il était "Ministre des Finances". Il a fait rentrer en France le Contrôleur Financier parce que ce dernier demandait une enquête. Et l'affaire est enterrée...

Les conséquences de tous ces facteurs se développent chaque jour en notre faveur. Voici entre autres témoignages celui du journal parisien "L'Aurore" (No. du 13 Juin 1960) :

"Anarchie et xénophobie gagnent au Kamerun. De Douala, 2.000 Européens ont déjà préféré s'embarquer..."

"A Douala, la nuit équatoriale tombe comme une pierre. La vie s'arrête avec une égale soudaineté. Les quatre mille Européens rentrent se barricader chez eux et croisent leurs domestiques qui fuient craintivement le quartier des Blancs. Les larges artères modernes du grand port et principale ville du Cameroun restent endormies. Mais le couvre-feu, s'il a provoqué la fermeture des cinémas et des dancings, n'empêche pas les terroristes de se conduire comme chez eux".

De son côté, le journal israélien "L'Observateur du Moyen-Orient et de l'Afrique", écrit dans son numéro du 24 Juin 1960, p. 13 :

"Malgré la constitution d'un gouvernement d'union présidé par un homme du Sud, M. Charles Assalé, malgré l'amnistie générale accordée au lendemain de l'indépendance, la situation continue à se dégrader rapidement au Cameroun. Il n'est pas de jour sans qu'un attentat terroriste fasse plusieurs victimes. En un mois, six Européens ont été assassinés, des commandos de tueurs font des descentes presque quotidiennes à Douala et sèment la panique dans les bars et les magasins. Plusieurs commerçants européens ont été tués ou blessés dans leurs boutiques, et la tension ne fait que croître dans la capitale du Sud. L'activité du grand port est pratiquement paralysée, hôtels et bars ont fermé leurs portes, les entreprises européennes ont fait une grève prolongée en signe de deuil et de protestation

"La brousse elle-aussi subit de graves exactions : incendies, tueries, destructions de plantations. De nombreux Camerunais fuient leurs villages et l'on évalue à 5.000 le nombre de ceux qui se sont déjà réfugiés dans le territoire britannique voisin.

"Le Gouvernement de la jeune république réagit du mieux qu'il le peut, prend de sévères mesures de sécurité et renforce les contrôles de police. Mais les bandes rebelles semblent prêtes à tout pour désorganiser le pays et créer un climat de panique à la faveur duquel l'aile dure de l'U.P.C. essaierait de prendre le pouvoir. Bien armées, bien entraînées et résolues, ces bandes constituent une menace réelle pour le gouvernement actuel.

"Qui va gagner ? Allons-nous vers une scission entre le Nord et le Sud ? Le tandem Ahidjo-Assalé pourra-t-il vaincre le terrorisme ?

"Il est certes difficile de se prononcer. Mais ne nous le cachons pas : la situation est de plus en plus grave".

C'est qu'en effet notre Armée est dans le peuple comme un poisson dans l'eau, alors que les fantoches sont réellement isolés. Les journaux français ont dû le reconnaître même à l'occasion de la récente visite de M. Ahidjo à Paris. Ainsi "Le Monde" (No. du 26 Juillet 1960) a écrit : "La ferme pondération de M. Ahidjo lui a permis de réaliser sans effusion de sang, le programme que ses adver-

suivies extrémistes de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.) entendaient imposer par la force. Il a conduit son pays à l'indépendance nationale et la réunification de la République du Cameroun avec les districts placés sous tutelle britannique est actuellement à l'étude.

"Malgré cette réussite, M. Ahidjo demeure quelque peu isolé sur le plan intérieur".

L'isolement des fantoches de Yaoundé est total. Même un journal comme "L'Economist de Londres" (No. du 9 Juillet 1960) écrit : "Le fait brutal est que, après plus de 6 mois d'indépendance, la guérilla dans la région Bamiléké et dans les grands centres réduirait de larges zones du Cameroun à un état voisin de l'anarchie, si les troupes françaises n'étaient pas là pour la contenir". MM. Assalé et R. Okala, respectivement prétendus Premier ministre et Ministre des Affaires Etrangères, ont fait des aveux bien plus significatifs à ce sujet. M. Assalé a déclaré sur les antennes de Radio-Yaoundé : "Certains demandent l'évacuation des troupes françaises. Mais c'est comme si on disait à quelqu'un d'aller se coucher sur son lit, de laisser la porte ouverte et d'attendre tranquillement que son ennemi vienne le tuer".

Une telle situation devrait amener tous les anti-colonialistes à intensifier leur soutien moral et matériel à l'U.P.C., car la lutte du peuple kamerunais est une lutte d'avant-garde dont le triomphe renforcera le camp de la paix et de la démocratie à travers le monde entier. L'actualité internationale, ces derniers temps, montre nettement la justesse de cette position.

POUR LE NEO-COLONIALISME AU KAMERUN ET CONTRE LES IMPERIALISTES AU CONGO?

Nous savons que la Conférence "au sommet" n'a pu se tenir à Paris au mois de Mai, parce que les militaristes américains ont, à partir de leurs bases installées en Turquie, envoyé un avion d'espionnage survoler l'Union Soviétique. Demain, les bases de l'OTAN, installées au Kamerun, ne pourront-elles pas provoquer des incidents plus graves, servir à lutter contre la liberté et le bien-être des pays africains en particulier? Déjà maintenant le refus des impérialistes belges d'évacuer immédiatement le territoire congolais — y compris le Katanga et les bases de l'OTAN — ce refus risque de déclencher une nouvelle guerre mondiale. Car à l'inverse du gouvernement de Yaoundé, le gouver-

nement congolais, lui, a été démocratiquement élu, il est réellement représentatif, et lutte résolument pour l'indépendance véritable et pour la paix. Comment peut-on sincèrement soutenir ces deux gouvernements dont les objectifs sont diamétralement opposés? Il est grand temps que chacun prenne ses responsabilités.

Il est inconcevable, par exemple, que des pays africains prétendent soutenir le gouvernement Lumumba* et en même temps mettre leurs soldats à la disposition de la France pour mener au Kamerun une guerre de reconquête coloniale analogue à celle envisagée par les impérialistes du Congo. Celle envisagée par les impérialistes au Congo. Ces pays africains, membres de la Communauté, doivent immédiatement rappeler leurs soldats engagés au Kamerun. Quant aux Kamerunais enrôlés dans l'armée française, nous leur demandons de méditer l'exemple des soldats congolais. Jusqu'à l'indépendance, ils ont péniblement accepté d'être commandés par des officiers impérialistes. Mais depuis, ils ont exigé et obtenu l'africanisation immédiate et intégrale des cadres de l'armée congolaise. Qu'attendent les soldats kamerunais pour prendre en mains le commandement de leurs unités? Tous les militaires qui s'engageront dans cette lutte juste doivent être assurés de l'appui du peuple kamerunais et de son Armée de Libération Nationale.

CONTRE QUI EST BRAQUE "LE REVOLVER OUEST-AFRICAIN" ?

Ce que chacun doit comprendre c'est que notre Armée est invincible; notre victoire, inévitable. Beaucoup d'observateurs, parfois même hostiles, l'ont déjà avoué. Citons en un de plus : "L'Economist" (9 Juillet 1960, p. 176). Il écrit : "Aussi longtemps que les maquis tiennent, la France doit rester et payer le coût direct de la guerre; mais aussi longtemps que la guerre dure, la dépression économique et les signes tangibles qui montrent que le Kamerun est encore un pays occupé, nourrissent le mécontentement et les malentendus. Les Français entraînent actuellement une armée kamerunaise de 8 compagnies dont 4 sont opérationnelles. Mais on reconnaît généralement qu'il faut 10 fois plus de soldats réguliers que de guérilleros bien organisés pour mettre en déroute ces derniers. A ce compte, le Kamerun ne pourrait réprimer les troubles par ses propres moyens...".

(Lire la suite en page 14)

Texte Partiel des Accords Franco-Kamerunais

Extrait du "Bulletin de l'Afrique Noire" (No. 128 du 19 Janvier 1960)

I. — En ce qui concerne les questions économiques et financières.

Le Cameroun demeurera dans l'ensemble monétaire de la zone franc.

1) *La réglementation actuelle de la zone franc* continuera à s'appliquer au Cameroun.

- a) *L'unité monétaire* reste le franc CFA jusqu'à la création d'une unité monétaire camerunaise.
- b) *La convertibilité* entre les monnaies ayant cours au Cameroun et le franc est illimitée.
- c) *Les transferts de fonds* sont libres entre le Cameroun et les autres pays de la zone franc.
- d) *Les organisations de marchés* et les aides financières intéressant les produits de base ne subissent aucun changement. Leurs modifications éventuelles ne seront applicables au Cameroun qu'avec l'accord du Gouvernement camerounais.
- e) *Les dotations du fond d'aide et de coopération* (FAC) sont maintenus au Cameroun.

2) *Des aménagements* sont prévus à cette réglementation.

- a) L'émission sera toujours assurée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun, mais d'une part les comptes du Cameroun font l'objet d'écritures distinctes, et d'autre part, un comité groupant paritairement des représentants de la France et du Cameroun est constitué au sein du conseil d'administration de cette Banque. *Le concours de la France* est assuré dans le cas où le Cameroun déciderait la création d'un institut d'émission propre.
- b) *Une représentation du Cameroun* sera instituée au sein de la commission de contrôle

des banques pour les affaires le concernant; du conseil supérieur du Crédit et du Comité monétaire de la zone franc.

- c) *Les programmes d'importation* auront leurs procédures de détermination et d'exécution assouplies, notamment en ce qui concerne le nombre de contingents, les possibilités de virement de poste à poste, le montant du "poste divers" et la création d'un contingent propre aux dépenses publiques en devises.
- d) *Les aides éventuelles des pays tiers* seront à l'entière disposition du gouvernement camerounais. Des consultations entre la France et le Cameroun sont prévues dans le cas où les aides entraîneraient des conséquences sur le plan de la réglementation de la zone franc.
- e) *Les accords commerciaux négociés* par la France ou le Cameroun feront l'objet de consultations préalables en vue d'harmoniser et de coordonner la politique commune de la zone franc.
- f) *La franchise de douane* est la règle pour les marchandises camerounaises en France et pour les marchandises au Cameroun qui pourra cependant établir des droits de douane pour protéger son industrie.

3) *Le maintien du Cameroun* parmi les pays associés avec la Communauté économique européenne (C.E.E.) sera demandé par la France.

- a) La représentation du Cameroun auprès de la C.E.E., en attendant l'établissement des modalités définitives d'association, sera assurée par la France.
- b) Une participation de personnalités camerounaises est prévue notamment au sein de la représentation française auprès de la C.E.E.

II. — En ce qui concerne l'aéronautique civile.

Les compétences réservées au gouvernement français sont transférées au gouvernement camerounais.

1) *L'aérodrome de Douala* et ses annexes sont concédés à la république française et les règles de gestion actuelle restent en vigueur.

2) *Une mission d'assistance technique* française sera chargée de l'administration et de la direction technique au sein de l'aéronautique civile camerounaise.

3) *Une convention générale de coopération* en matière d'aéronautique civile sera conclue.

La création d'une compagnie camerounaise de transports aériens sera susceptible de recevoir le concours technique de la France.

III. — En ce qui concerne les questions maritimes et fluviales.

Le Cameroun assurera l'administration des transports maritimes et fluviaux intérieurs et extérieurs, la gestion de l'exploitation des établissements et installations de signalisation maritime ainsi que le contrôle de la sécurité maritime.

La création d'une compagnie camerounaise de navigation sera susceptible de recevoir le concours technique de la France dans le cadre d'une convention de coopération en matière maritime.

IV. — En ce qui concerne le statut de certains personnels.

Le concours de la France au Cameroun en personnel technique, d'administration générale, judiciaire et enseignant est maintenu.

1) *Les fonctionnaires français, sur leur demande* ou à la demande du gouvernement camerounais, seront remis à partir du 1er Février à la disposition de leur administration d'origine dans les conditions particulières qui feront l'objet d'un accord.

2) *Le code du travail* s'applique aux Français qui ont souscrit ou souscriront un engagement à titre contractuel dans l'administration camerounaise.

V. — En ce qui concerne les questions judiciaires.

Les ressortissants français et camerounais demeureront régis par leur loi nationale en matière de statut personnel et successoral.

1) *Le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation* cessent d'être compétents pour les pouvoirs intéressants les juridictions camerounaises, mais ils demeurent saisis des affaires relevant de la compétence française.

2) *L'entr'aide judiciaire* sera établie par voie de convention.

VI. — En ce qui concerne les questions culturelles.

Les liens culturels actuels seront maintenus et développés.

1) Le Français reste la langue officielle.

2) Les droits des établissements français publics et privés d'enseignement sont maintenus.

3) Les étudiants camerounais bénéficient des mêmes droits et avantages que les étudiants français des universités.

4) L'Office des Etudiants d'Outre-Mer se désaisira de l'administration des étudiants camerounais au profit de la représentation diplomatique camerounaise lorsque celle-ci le demandera.

VII. — En ce qui concerne le statut des personnes et des biens.

La situation existant en 1959 sera maintenue en attendant la conclusion d'un traité d'établissement sous deux réserves.

1) *La compétence* en matière d'entrée, de séjour et d'expulsion des personnes reviendra aux autorités camerounaises dès le 1er Février 1960.

Les droits politiques des Français au Cameroun et des Camerounais en France sont supprimés à cette date.

2) *La représentation* dans les Assemblées consulaires et les organismes à caractère économique n'est pas modifiée.

Vive le Congo Indépendant et Indivisible !!

Le 30 Juin 1960, est née la République Indépendante du Congo, après 75 ans de domination étrangère, mais plus de 25 ans avant la date prévue par les colonialistes belges.

L'indépendance a été conquise et non donnée sur un plateau d'argent

Un plan élaboré fin 1957, prévoyait en effet que l'on envisagerait l'émancipation du Congo — ce qui n'est pas forcément son indépendance — à partir de 1985!! C'est dire que le peuple congolais a dû mener une lutte très âpre pour conquérir sa souveraineté nationale. C'est ce que le Premier Ministre, M. Lumumba, a souligné avec force dans son discours lors de la proclamation de l'Indépendance. Il s'est notamment écrié: "Cette indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul congolais digne de ce nom, ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances ni notre sang".

Où! beaucoup de Congolais sont tombés pour obtenir le respect de leur dignité humaine. Dans le Congo colonial, trois fonctionnaires belges gagnaient autant que cent travailleurs africains. Il y avait, comme disait encore M. Lumumba: "Il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillottes croulantes pour les Noirs; un Noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits "européens"; un Noir voyageait à même la coque des péniches, aux pieds du Blanc dans sa cabine de luxe"...

Uniquement primaire jusqu'à ces dernières années, l'enseignement n'était donné qu'au compte gouttes; et les petits congolais n'avaient même pas le droit d'aller poursuivre leurs études en Belgique... En conséquence, tous les postes de responsabilité dans le secteur public et le secteur privé demeuraient forcément entre les mains des Belges: 4.600 Européens contre seulement 3 Africains dans les cadres supé-

rieurs et moyens de la fonction publique; dans l'armée, le Congolais le plus gradé était sergent-major, etc... Bref les Congolais ont été préparés pour le ciel comme si la terre n'existait pas pour eux: alors qu'ils n'avaient aucun officier, aucun universitaire, ils ont par contre un des clergés les plus nombreux et les plus africanisés d'Afrique, avec à sa tête 4 évêques autochtones!!

Un tel régime ne pouvait naturellement se concilier avec le respect des libertés démocratiques et syndicales. Seules ces dernières années ont vu les efforts des syndicats belges pour implanter des filiales au Congo... Les premières élections communales sont intervenues en décembre 1957... Et dès ces premiers pas du suffrage universel, les autorités ont lancé de multiples mouvements fantômes avec l'espoir de donner des alliés élus, aux chefs traditionnels puissamment soutenus dans le cadre d'un tribalisme ultra-conservateur...

A l'extérieur, les colonialistes belges osaient cependant se vanter d'avoir créé un Paradis au Congo. La vérité, c'est que depuis longtemps, le peuple congolais a engagé la lutte pour la conquête des libertés les plus élémentaires: durant les années 1920, M. Kimbangu lance une religion proprement africaine; sous la pression des missionnaires notamment les catholiques, l'administration coloniale organise des persécutions systématiques contre les Kimbanguistes; vers 1927, les idées nationalistes propagées par M. Mwana Lesa à partir du Katanga, sont également combattues avec vigueur; en 1935, célèbre grève des mineurs de Mufulira; en 1940 attaque d'un poste militaire à Manono; en 1944 soulèvement de la garnison de Luluabourg, etc... Tous ces Mouvements sont noyés dans le sang. Et pour cause!!

Le paradis du grand capital

Le Congo est probablement le Territoire le plus riche de toute l'Afrique. Il produit d'ores et déjà chaque année plus de 11.000 kg d'or fin, 15 millions de diamants industriels, (soit 74% de la production mondiale), des quantités très importantes de cuivre, de zinc, de cobalt, de manganèse, d'uranium, sans parler des produits de l'Agriculture, de l'élevage et des forêts, ni des ressources énergétiques. Et pour toutes ces ressources, des réserves sont encore disponibles pour de nombreuses décades...

Pour la Belgique, le Congo constituait donc une source considérable de richesse: il rapportait annuellement aux capitalistes belges 50 milliards CFA de devises (donc plus que tous les territoires sous contrôle français y compris l'Algérie, ne rapportaient à la France) et naturellement des bénéfices exceptionnels. On estime que de 1949 à 1959, le Congo a rapporté 300 milliards de bénéfices en francs CFA (1) dont seulement 100 réinvestis. Les dividendes annuellement rapatriés se chiffrent à 60 milliards de francs CFA.

Toutes ces richesses sont presque entièrement contrôlées par quelques trusts extrêmement puissants. Malgré son développement économique relativement avancé, le Congo est l'un des pays d'Afrique où les classes moyennes sont particulièrement insignifiantes. Dans la grande capitale par exemple, il n'y a pas un seul hôtel moderne appartenant à un Africain...sauf l'hôtel Jocol construit par les paternalistes belges et donné à titre de propagande à un Congolais. Un seul noir à Léopoldville possède — mais rien que depuis cette année — son propre dispensaire... Les Européens, eux mêmes, ont essayé d'installer des affaires de dimensions moyennes: ils ont presque tous été brisés par la concurrence multiforme du grand capital.

A la tête des géants, se classe la Société Générale de Belgique qui contrôle de nombreuses affaires, dont les deux sociétés les plus importantes du pays: la Compagnie du Katanga et l'Union Minière du Haut Katanga. A lui seul, ce dernier trust possède un capital évalué à 50 milliards CFA. Parmi les grands maîtres de l'économie congolaise, nous devons aussi mentionner la Banque de Bruxelles...

Mais il faut bien souligner que les impérialistes belges ne sont pas les seuls à s'enrichir à la sueur des Congolais. Les hommes d'Affaires américains importent du Congo, 65% de leur uranium et bien d'autres matières premières; le groupe Rockefeller a d'importantes participations au Katanga; et tout récemment la banque Morgan prêtait 5 milliards CFA pour être avancés au Congo avec la garantie du gouvernement belge... Les intérêts britanniques sont essentiellement gérés par la Tanganyika concession Ltd, sans parler de la puissante Unilever qui aux principaux carrefours de Léopoldville effiche avec arrogance la carte de ses domaines et entreprises au Congo...

A l'immense intérêt économique, ce pays joint aussi, aux yeux des impérialistes, un grand intérêt

stratégique. On sait que depuis des années certains dirigeants des USA et de l'OTAN préconisent la formation d'un bloc militaire allant de la méditerranée au Cap de Bonne Espérance et baptisé "Organisation du Traité de l'Atlantique Sud" OTAS ou SATO. Aux yeux des militaristes, le Congo devrait naturellement jouer un rôle de premier plan dans ce bloc agressif. Voilà pourquoi ce pays pourtant sous-développé et dépendant a été doté de l'Armée la plus forte d'Afrique; elle comprend 25.000 hommes bien entraînés et bien équipés, et en cas de guerre ses effectifs peuvent être triplés en 15 jours; d'ores et déjà le Congo abrite à Kamina et à Kitona deux bases de l'OTAN gérées par la Belgique...

Bien que sommaires, toutes ces données expliquent largement pourquoi les impérialistes ne pouvaient et ne peuvent pas "accepter avec joie l'accès du Congo à l'indépendance et à la souveraineté nationales".

Halte à l'agression imperialiste!

L'Indépendance du Congo a été proclamée comme fruit de la lutte de tous les peuples du monde, du peuple congolais d'abord: par son sursaut du 4 Janvier 1959, il a affirmé avec éclat son inébranlable détermination à la lutte libératrice. Par ailleurs, le développement de la prise de conscience et de la solidarité des peuples africains, attesté notamment par la Conférence d'Accra (décembre 1958) ainsi que les vains efforts des ultra-colonialistes français en Algérie et au Kamerun, tout forçait le gouvernement de Bruxelles à peser très mûrement les risques d'une guerre au Congo. Enfin, nous devons une mention spéciale à la pression du peuple belge lui-même: il s'est mobilisé tout entier contre une éventuelle guerre de reconquête coloniale au Congo.

Isolés, les impérialistes belges devaient donc battre en retraite et se montrer plus "réalistes" que leurs complices français. En fait, ils n'ont reculé que pour mieux sauter: tout en prétendant accepter avec joie l'indépendance congolaise, ils ont tout fait et continuent à tout faire pour la vider de tout contenu réel.

(1) En principe, le franc congolais, équivalent au franc belge, vaut 5 francs CFA! Le dollar USA vaut 50 francs congolais.

Un journaliste belge, **M. Ernest Glinne**, que j'ai eu le plaisir de rencontrer à Léopoldville, a écrit à ce sujet: "La volonté des Belges et la force des choses tendent à donner à l'indépendance un contenu néo-colonialiste qui laisse le Congo plus bas que la moyenne des Républiques Sud-Américaines. **Tout est mis en oeuvre pour donner aux dirigeants congolais la sagesse respectueuse des biens et du dirigisme privé des puissants de l'économie.** On prépare des accords restreignant les possibilités du dirigisme public congolais et permettant aux détenteurs de capitaux d'exercer une pression permanente sur le gouvernement. **Le grand capital a pris toutes les dispositions pour "rester en partant" et briser la naissance de la deuxième vague nationaliste congolaise**".

Certaines des dispositions consistaient à préparer des difficultés économiques et financières considérables au gouvernement du Jeune Etat. C'est ainsi par exemple que les caisses publiques ont été systématiquement vidées par une gabegie et des concussions que complétaient des transferts massifs à l'extérieur.

Mieux que cela, les impérialistes entendaient placer à la tête du Congo des hommes de paille absolument acquis à leur politique de pillage. D'où une intervention financière parfois même très voyante dans la campagne électorale. D'où encore toute une série de manœuvres pour empêcher la formation du gouvernement Lumumba. Vains efforts!

Aussi les impérialistes se sont-ils décidés à jouer leur dernière carte: celle de l'occupation militaire du pays et de la sécession du Katanga, sa plus riche province. En effet le Katanga fournit environ 66% des revenus annuels du Congo, plus de 50% de ses exportations, 8% de la production mondiale de cuivre, 75% de celle de cobalt, etc... C'est dire que le Katanga joue un rôle vital dans l'économie congolaise. Les grandes sociétés qui exploitent toutes ces richesses entendent continuer au moins pour quelques décades encore. Les concessions de l'Union Minière du Haut Katanga par exemple n'expirent qu'en 1990! Par ses porte-parole, elle a notamment demandé que l'exploitation des ressources naturelles relève du gouvernement Provincial, c'est-à-dire en réalité la continuation du régime colonial. A quoi M. Lumumba a opposé un refus très ferme. Dès lors, M. Tschombe, le Ahidjo du Congo fonde de pouvoir des intérêts impérialistes, a cru devoir proclamer la prétendue indépendance du Katanga. Manifestement, il n'a fait qu'exécuter un plan élaboré par les trusts et imposé par eux à des cercles dirigeants de plusieurs pays impérialistes, notamment en Belgique, aux Etats-Unis d'Amérique et en Grande-Bretagne:

1. — M. Tschombe ne disposait pas dans l'Assemblée Provinciale de la majorité requise pour former le futur gouvernement de la sécession: il a fallu que le gouvernement belge l'y autorise par une loi spéciale adoptée avant l'accession du Congo à l'indépendance.

2. — A cet appui politique, le gouvernement de Bruxelles a ajouté l'appui militaire, technique et financier: il a mis ses troupes à la disposition d'un gouvernement Provincial dissident, alors que d'après le traité d'amitié belgo-congolais, il ne pouvait avoir de relations directes qu'avec le gouvernement central.

3. — Ce faisant, les dirigeants belges nous exhortent à ne jamais compter sur l'amitié des impérialistes, car ils sont toujours prêts à sacrifier leurs engagements les plus solennels aux intérêts des trusts: la remontée soudaine et vertigineuse des valeurs congolaises aux Bourses de Bruxelles et de Londres juste la veille même de la sécession du Katanga a clairement exprimé la confiance du grand capital dans le succès de l'opération qu'il tramait à l'insu et contre les intérêts du peuple congolais tout entier.

4. — En effet M. Tschombe n'a pas consulté le peuple ni même l'Assemblée Provinciale. Et pour cause! Aucun Africain tant soit peu conscient ne peut librement renoncer à l'indépendance pour retomber sous l'esclavage de ces vampires qui épuisent notre continent depuis si longtemps.

5. — Il est certain que sans les troupes belges et les agissements multiformes des impérialistes qui se déroulent sous leur protection, le gouvernement dissident du Katanga n'existerait plus: déjà la garnison de Fadatville s'est soulevée contre la sécession et seules les troupes belges ont pu la maîtriser jusqu'ici...

Sur cette question capitale pour l'avenir du Congo, notre opinion est entièrement partagée même par les milieux les moins suspects d'un anti-colonialisme systématique. Qu'on nous permette de citer un de leurs organes, le journal parisien "**Le Monde**" No. du 19/7/60 page 1. sous la plume de M. Pierre de Vos, on y lit notamment: "Au Katanga même, à supposer que l'on procède sous le contrôle des Nations Unies et à un référendum pour ou contre la sécession et que le gouvernement central de M. Lumumba puisse exprimer librement son point de vue dans cette région, M. Tschombe triompherait-il? C'est peu probable. Le premier Ministre, ne l'oublions pas, n'a obtenu que de justesse la majorité aux dernières élections, alors qu'il bénéficiait d'importants concours financiers. De plus M. Lumumba était à cette époque en prison à Stanleyville, son mouvement était désorganisé, et il n'avait pas présenté de listes au Katanga. Tout permet donc de penser que rien n'est joué encore dans cette région du Congo".

Le peuple et le gouvernement congolais défendent notre cause commune

Une fois de plus, les impérialistes belges puissamment soutenus par ceux des USA ont fini par montrer au grand jour leur visage hideux d'opresseurs incorrigibles. Le seul danger à l'heure actuelle, c'est qu'ils sortent de leur isolement en entraînant derrière eux une fraction du peuple belge. Ils prétendent en

effet intervenir au Congo pour sauver la vie des ressortissants européens et américains. Mais ce prétexte est vraiment trop fragile pour pouvoir tromper un homme tant soit peu informé. Comme tous les patriotes africains, nos frères congolais ne nourrissent aucun sentiment de xénophobie; nous luttons simplement pour reconquérir notre dignité et notre pleine souveraineté. A plusieurs reprises le Premier Ministre M. Lumumba a insisté pour que les Européens et les Belges en particulier restent au Congo. Le gouvernement congolais qui en raison même de l'héritage colonial, a cruellement besoin de cadres et de techniciens, mettra tout en oeuvre pour garantir la sécurité des biens et des personnes. Dans une conférence de Presse tenue peu après l'indépendance, M. Lumumba a même déclaré: "Il n'y aura pas de nationalisations".

En déclarant la guerre à un tel gouvernement, les impérialistes ne l'acculent-ils pas à s'engager sans délai et à fond dans la lutte pour l'indépendance économique? En tout cas, le peuple et le gouvernement congolais sont actuellement aux prises avec l'ennemi de tous les peuples africains, de tous les pays sous-développés et de tous les hommes épris de liberté, de démocratie et de progrès. Qui en effet, peut accepter que des milieux d'affaires représentant les intérêts d'une poignée d'étrangers constitue un super-Etat dans son propre pays? Qui peut accepter que de tels groupements avides de profits personnels disloquent sa propre patrie en suscitant et en soutenant des équipes de fantoches et des mouvements séparatistes? Ce serait bientôt le chaos dans le monde entier avec tout ce que cela implique de menaces à la paix internationale. Et les peuples africains si assoifés d'unité, de liberté et de progrès, les peuples africains en particulier verraient réduire à néant tant d'efforts tendant à combler leur retard déjà séculaire. Au profit de qui? d'une poignée de capitalistes occidentaux. Non! la "Société Générale de Beligique" ne doit pas mettre l'Afrique à feu et à sang.

Sans le soutien actif des trusts et militaristes américains et autres, les impérialistes belges n'auraient jamais déclaré la guerre à la République du Congo. Cette injuste et lâche agression a soulevé l'indignation unanime des peuples du monde entier. Comme un seul homme, les gouvernements africains réellement indépendants ont volé au secours de la Jeune République. Tous les peuples ont effectivement compris dès le premier jour, que le peuple et le gouvernement congolais défendent notre cause commune, la cause de la légitime défense, la cause de l'indépendance et de l'unité nationales.

ONU: Néo-colonialisme ou Anti-imperialisme?

C'est grâce à la ferme détermination de nos frères congolais et à l'élan de la solidarité mondiale à leur aigreur que pour une des rares fois de l'histoire, le Conseil de sécurité a fait preuve de diligence et a adopté une résolution satisfaisante sur l'affaire con-

golaise. Cette résolution, chacun le sait, demande l'évacuation rapide des troupes belges du Congo et le respect de son indépendance ainsi que de son intégrité territoriale.

Cette décision constitue donc une première victoire des forces anti-colonialistes et anti-impérialistes au Congo, en Afrique et dans le monde entier.

Mais la lutte continue. Les impérialistes ne cessent pas leurs complots contre les légitimes aspirations du peuple congolais à la souveraineté et à l'unité nationales. Actuellement, certains envisagent d'organiser un referendum sur la sécession au Katanga. Cette solution est manifestement inacceptable, car ce serait une ingérence manifeste dans les affaires intérieures d'un pays indépendant avec à sa tête un gouvernement démocratiquement élu, et reconnu par les Nations-Unies.

D'autres milieux impérialistes veulent bien respecter l'unité du Congo, car contrairement à leur politique traditionnelle "diviser pour régner", ils poussent parfois à l'unité pourvu qu'elle se réalise à leur profit et non à celui du peuple. C'est ce qu'a fait le Conseil de Sécurité en renvoyant la plainte cubaine devant l'Organisation des Etats Américains, nettement dominée par l'impérialisme yankee. C'est ce qu'ils veulent maintenant faire au Congo. Leur but est de maintenir l'unité de ce pays mais de remplacer le gouvernement Lumumba par un autre acquis à leur politique d'oppression et d'exploitation.

Il est particulièrement regrettable de voir que les plus hautes personnalités du Secrétariat Général des Nations-Unies prêtent leur appui à ces plans élaborés par la Contre-Révolution Internationale. Au lieu de mettre les troupes de l'ONU au service du gouvernement légitime et démocratiquement élu par le peuple congolais, M. Ralph Bunche, Secrétaire général adjoint des Nations-Unies et comme par hasard de nationalité américaine, se comporte plutôt en chef de gouvernement chargé de la tutelle sur le Congo indépendant. Il veut désarmer l'armée nationale congolaise au lieu d'exiger le retrait immédiat de toutes les troupes belges du Congo, comme l'a demandé le Conseil de Sécurité. Il est indamissible que les responsables des Nations-Unies trahissent encore leur mission de paix et de démocratie pour servir la contre-révolution mondiale. C'est ce qu'ils avaient déjà fait en imposant au peuple kamerunais un gouvernement fantoche, non-élu et s'appuyant uniquement sur les troupes françaises. Maintenant que l'Armée de Libération Nationale du Kamerun inflige de cinglantes défaites même à ces troupes d'occupation, les agents patentés de l'impérialisme américain et de la Contre-Révolution Internationale demandent l'envoi des "Casques bleus" au Kamerun. Une telle proposition est manifestement inacceptable, puisque tout comme au Congo les Chefs de la Force de Police Internationale ne chercheront qu'à rétablir au pouvoir les contre-révolutionnaires en déroute.

Oui ! le Président Gamal Abdel Nasser avait parfaitement raison quand il disait que la cause de la liberté se joue au Congo. Si les impérialistes l'emportent, la liberté et l'unité de tous les pays s'en trouveront menacées, particulièrement en Afrique et en Asie. Si par contre le peuple et le gouvernement légitime l'emportent, la cause de la paix et du progrès sortira renforcée de cette épreuve. Alors les impérialistes américains, belges et autres auront soulevé une grosse pierre qui leur retombera sur les pieds.

Nous devons donc redoubler de vigilance pour que les troupes et les experts des Nations-Unies ne favorisent aucune forme de néo-colonialisme, pour qu'elles se conforment strictement aux ordres du gouvernement congolais, ce gouvernement démocratiquement élu, qui lutte avec courage pour l'indépendance totale, pour l'évacuation immédiate des troupes étrangères, pour la liquidation des bases militaires de l'OTAN, pour le respect de la Charte des Nations-Unies, et des principes de Bandoeng.

Tous les peuples et gouvernements afro-asiatiques, tous les hommes épris de paix à travers le monde doivent immédiatement se mobiliser et tout mettre en oeuvre pour aider le peuple et le gouvernement légitime du Congo à édifier un pays réellement indépendant, indivisible démocratique et prospère.

Sans aucun doute, la victoire finale appartient au peuple congolais, aux peuples kamerunais, algérien, cubain, à tous les peuples qui luttent pour l'indépendance véritable, pour l'unité nationale, pour la démocratie et pour la paix.

A bas le néo-colonialisme et l'impérialisme :

Vive la solidarité agissante entre tous les peuples :

Le Caire, le 20 Juillet 1960.

OSENDE AFANA

Délégué de l'U.P.C. aux
Fêtes de l'Indépendance de
La République du Congo

(Suite de la page 7)

La Conférence des diplomates américains accrédités en Afrique, qui s'est tenue à Tanger au début de Juin, a tiré la conclusion nécessaire de cette situation. Voici cette conclusion telle que la rapporte "L'Express" dans son No. du 9 Juin 1960 : "Au Cameroun : la situation est aussi grave qu'au Congo..."

Jusques à quand les dirigeants des pays occidentaux et notamment les hommes d'affaires tarderont-ils à mettre en pratique les leçons que leur commandent leurs propres intérêts : ils doivent au moins s'abstenir de soutenir le régime fantoche, impopulaire et chancelant de Yaoundé. Mais s'ils veulent sérieusement préserver leurs chances d'action dans un Kamerun réellement indépendant, ils doivent soutenir la Révolution. Notre programme, tel qu'il est exposé dans "La Révolution Kamerunaise" prévoit une coopération loyale avec tout le monde, même avec les capitalistes étrangers, à condition qu'ils respectent notre indépendance et le droit de nos peuples à la promotion économique et sociale.

L'article déjà cité de "L'Economist" se termine ainsi : "Les prochains six mois peuvent être décisifs". Un ministre kamerunais observait récemment : "Si l'Ouest-Africain est un pistolet, le Ka-

merun en est la gâchette". Mais contre qui est-il pointé ? et de qui est le doigt qui appuie sur la détente ? A cette dernière question, chacun répond aisément : le doigt est celui de l'U.P.C. Mais contre qui est braqué notre revolver ? Contre tous ceux qui s'opposent à notre inévitable victoire, à savoir au premier chef, les colonialistes réactionnaires français, leurs alliés et leurs agents de toutes couleurs et de toutes nuances. Ils se croient peut-être capables de briser notre ferme détermination à aller jusqu'au bout. En fait, notre peuple est comme l'acier : plus on le frappe, plus il durcit, et cela même nous facilite la tâche, car, ainsi que l'a observé un grand penseur : "Une loi de la mécanique dit que l'action égale la réaction. Dans l'histoire, la force destructrice d'une révolution dépend elle aussi, dans une mesure appréciable, de la force et de la durée des répressions qu'ont subies les aspirations à la liberté ; elle dépend de la profondeur de l'antagonisme entre la superstructure archaïque de la société et les forces vives de l'époque envisagée".

Le Caire, ce 3 Août 1960.

Félix-Roland MOUMIE

Président de l'U.P.C.

LE CHIEN ABOIE, LA CARAVANE PASSE...

Depuis le début de cette année, les impérialistes aidés des journaux à leur dévotion échafaudent plusieurs fables autour de certains renégats de l'U.P.C. et de l'A.L.N.K. Mayi Matip et Momo Paul étaient devenus les principaux "héros" de cette légende. A entendre en effet certains diplomates, à lire certains journaux en mal de sensation, la trahison de ces deux éléments corrompus au maximum avait sonné le glas de la révolution kamerunaise, à tel point que la reddition de la "dernière poignée" (sic) de résistants n'était plus qu'une question de... jours.

C'est que nos détracteurs, pour n'avoir rien oublié ni rien appris, prenaient leurs désirs pour des réalités.

Le peuple kamerunais a relevé avec honneur ce nouveau défi, par sa lutte héroïque qui force aujourd'hui nos adversaires même les plus forcénés à changer de ton, sans pour autant désarmer. Plus spectaculaire à ce propos est l'attitude des impérialistes américains qui portent aux yeux du monde, avec les dirigeants français, la responsabilité de la situation tragique au Kamerun, pour avoir orienté la majorité de l'O.N.U., en Mars 1959, dans un sens nettement opposé aux intérêts supérieurs du peuple de notre pays. Ainsi que le révèle en effet l'hebdomadaire français "L'Express" dans son numéro du 9 Juin 1960, les diplomates américains accrédités auprès des Etats Africains reconnaissent, à l'issue de leur conférence convoquée à Tanger :

(a) la situation au Kamerun est aussi grave qu'au Congo ;

(b) la paix actuelle ne repose que sur la présence des troupes françaises, qui exige un pont aérien permanent avec Brazzaville ;

(c) l'avenir appartient inéluctablement au peuple kamerunais incarné par l'U.P.C. dont les dirigeants tenus pour "quantité négligeable et irresponsable" auront le mot décisif dans la gestion des affaires publiques.

C'est précisément contre la victoire du peuple que l'Occident impérialiste a voulu travailler en achetant quelques renégats — genre Mayi et Momo. En rejetant ces tristes traîtres et en redoublant d'ardeur et de combattivité dans sa lutte, le peuple kamerunais a tenu à prouver à Washington et à

Paris qu'il suit un idéal et non des hommes. Aujourd'hui Mayi et Momo remâchent leur honte. L'U.P.C. et sa vaillante armée continuent à asséner des coups durs aux mercenaires français et autres. Le bilan que l'Etat-Major Général a rendu public le 14 Juillet en est une illustration puissante. La lutte continue. Selon Radio-Paris (émission du 30 Juillet dans la soirée) au cours de deux attaques effectuées le 29 Juillet à Baméndjou et à Bafang, l'A.L.N.K. a abattu 32 soldats de l'Armée française et récupéré 5 fusils. Nous savons que ces chiffres reconnus par l'ennemi lui-même sont loin de correspondre à la réalité. Mais l'aveu d'une perte française sur les ondes de la radio gouvernementale est déjà significatif.

Qu'au lieu de voir la réalité bien en face et d'en tenir compte pour la recherche d'une juste solution au problème, les impérialistes et leurs jantoches de Yaoundé continuent à accumuler des fautes autour d'éléments coupés définitivement de la masse, n'empêchera pas la révolution de faire son chemin.

Lorsqu'au lendemain des négociations "franco-camerounaises" Ahidjo fait preuve d'un optimisme de commande en envisageant l'issue des événements en Région Bamiléké et ailleurs, il veut seulement essayer de se donner un peu de contenance, après avoir senti durant lesdites négociations combien il est malheureux de jouer au "représentatif" alors que l'on n'est qu'un interlocuteur aux pieds d'argile. Lacoste aussi nous a plusieurs fois parlé du "dernier quart d'heure" en Algérie. Avant lui, le général de Castries en Indochine avait également prévu la "reddition imminente" du Vietminh. Mais en Algérie le F.L.N. demeure plus fort que jamais. Dien-Bien-Phu a fait taire pour de bon le général de Castries. Il n'en sera pas autrement au Kamerun.

En tout cas, le chien aboie, la caravane passe.

L'ETAT-MAJOR GENERAL COMMUNIQUE

Nous publions ci-après un autre bilan des exploits de l'Armée de Libération Nationale du Kamerun (A.L.N.K.). Il s'agit surtout, cette fois, du bilan des attaques opérées par nos vaillants Combattants dans le secteur Bamiléké. Ceux qui ne

jugent la Révolution Kamerunaise qu'à travers la presse aux ordres et Radio-Brazzaville auront certainement des surprises en parcourant ce bilan.

* * *

Après la capitulation honteuse de Momo Paul, actuellement protégé par la gendarmerie franco-kamerunaise à Yaoundé, les colonialistes et leurs valets décidèrent de détruire complètement le village de Balatchet. Ils se fondaient sur les faux renseignements fournis par le renégat Momo pour conclure que ce village était le refuge du Chef de l'Etat-Major Général de l'A.L.N.K. C'est ce qui explique que, le 27 Avril 1960, avec le concours des unités militaires anglaises, l'armée française ait déclenché une opération d'envergure dans ce village cerné dès 4 heures du matin. A partir de 6 heures six avions se mirent à bombarder sauvagement le village. Tout habitant qui tentait de s'échapper était abattu par les mercenaires établis en cordon compact tout autour de la localité. Durant trois jours on assista au bombardement du village de Balatchet.

Immédiatement après ces opérations des mercenaires franco-anglais, l'on assista à un autre phénomène contre-révolutionnaire, l'organisation dans la région Bamiléké des groupes dits "d'auto-défense", en particulier à :

1. — *Subdivision de Mbouda :*

Babadjou, 3 postes d'auto-défense.
Batcham, 1 poste d'auto-défense.
Bangang, 1 poste d'auto-défense.
Balatchet, 1 poste d'auto-défense.

2. — *Subdivision de Dschang :*

Bafou, 2 postes d'auto-défense.
Baloum, 1 poste d'auto-défense.
Baleveng, 1 poste d'auto-défense.
Bansoa, 1 poste d'auto-défense.

3. — *Subdivision de Bafoussam :*

Batié : 1 poste d'auto-défense.

4. — *Subdivision de Bafang :*

Fotouni, 1 poste d'auto-défense.
Badoumdja, 1 poste d'auto-défense.
Bana, 1 poste d'auto-défense.
Bapouanto, 1 poste d'auto-défense.
Fonkouakem, 1 poste d'auto-défense.

3 Mai : nos combattants attaquèrent le groupe d'auto-défense de Babadjou : bilan, 23 de leurs commandos abattus, 7 fusils récupérés.

5 Mai : attaque à Fotouni : 14 tués du côté de l'armée française dont un lieutenant, des magasins de collabos incendiés, 3 fusils de guerre et de nombreuses munitions récupérées.

13 Mai : attaque à Batié : 126 soldats de l'armée française abattus, un fusil récupéré, 3 soldats de l'A.L.N.K. tués. Dès ce jour l'ennemi abandonna le camp.

23 Mai à Fotemna : les forces françaises incendièrent un maquis et nos combattants abattirent 11 agresseurs dont 3 européens, en blessèrent 17, récupérèrent 7 fusils et de nombreuses munitions.

10 Juin à Bangam : l'ennemi incendia un maquis et tomba dans une embuscade où il perdit 3 des siens.

12 Juin dans le même village : l'ennemi revint, perdit 22 des siens et eut 7 grièvement blessés.

16 Juin à Bendenkop : des valets venus de Yaoundé, Douala et Nklong-Samba accompagnés des forces françaises vinrent prêcher le "ralliement". Nos forces les attaquèrent. Bilan : 2 traîtres et 1 soldat français abattus, 3 blessés.

19 Juin à Bangou : l'ennemi avait incendié 2 maquis et avait abattu trois civils. Nos combattants les attaquèrent la même nuit : une mitraillette, 2 carabines et 2 revolvers furent récupérés.

Nuit du 21 au 22 Juin, dans le Département de Dschang : 362 militaires et 120 "ralliés" abattus.

Nuit du 21 au 22 Juin au cours d'une attaque-surprise à Bafang : 10 militaires dont 2 européens furent abattus.

Nuit du 28 au 29 Juin : nos forces ont attaqué :

Babadjou : 17 membres des groupes d'auto-défense tués, 6 blessés, 7 fusils de chasse récupérés.

Bangang : 23 membres des groupes d'auto-défense dont un européen abattus, 3 fusils, une machine à écrire et un poste de radio récupérés.

Bansoa : 11 membres des groupes d'auto-défense tués, 82 militaires abattus dans deux camions venant au secours, ceux-ci ont été incendiés.

4 Juillet, à Bakassa : des valets de Yaoundé, Douala, Nkong-samba et Bafang vinrent prêcher le "railllement". Le convoi était formé de 11 véhicules transportant militaires et civils. Tous ces camions furent incendiés et leurs occupants abattus. Nos forces ont fait 19 prisonniers parmi les valets dont un médecin du nom de Tchounga Fabien. Le lendemain, tous les produits de la pharmacie de ce dernier sise à Bafang furent entièrement récupérés par nos combattants, qui les mirent à la disposition de notre service médical.

Pris de panique générale devant l'ampleur des activités du maquis qui leur avait infligé des pertes considérables, 10 soldats du contingent anglais se sont suicidés à Kumba, au Kamerun occidental.

Voilà un bilan encourageant qui honore l'A.L.N.K. et le peuple kamerunais. Les prochains mois verront d'autres victoires importantes car chaque jour qui passe voit grossir les rangs de nos combattants toujours plus résolus que jamais à la lutte jusqu'au triomphe final. Déjà, l'adversaire mesure le sérieux de la situation. Il sent le sol se dérober sous ses pas à une allure foudroyante. Il en vient lui-même à reconnaître les points marqués sur lui par l'A.L.N.K. en dépit de toutes les embûches créées sur son chemin. En effet, dans un document confidentiel préparé à l'intention des fantoches de Yaoundé, "le Comité français pour l'intensification de la guerre subversive et contre-révolutionnaire au Cameroun", il est clairement reconnu que l'A.L.N.K. contrôle 142 sur les 144 groupements que compte la région Bamiléké. C'est là un aveu de taille qui doit faire réfléchir ceux qui font un tapage insensé autour des "ralliements" massifs. Il est impossible de venir à bout de la détermination du peuple kamerunais résolu au suprême sacrifice pour chasser de son sol la clique des néo-colonialistes et leurs agents locaux.

Nous avons des raisons d'espérer et d'aller de l'avant.

Peuple kamerunais, soldats et officiers de l'A.L.N.K., fonctionnaires et employés du secteur privé, ouvriers et paysan, les résultats encourageants enregistrés jusqu'ici au cours de notre révolution l'ont été grâce à vos efforts conjugués. L'Etat-Major Général, votre incarnation, vous en remercie et vous demande de continuer sur la même voie de la solidarité et de l'unité dans la lutte contre le régime de dictature personnelle d'Ahidjo. Le peuple frère de la République indépendante du Congo

est en train de donner au monde l'exemple de ce que peut faire un peuple uni en lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme. Nous voulons, sur ce point précis espérer que les rares soldats kamerunais enrôlés de force dans une guerre de reconquête coloniale contre leur peuple, sauront s'inspirer du noble exemple de leurs camarades congolais et se joindre à nous pour faire partir au plus tôt les mercenaires français. Au moment où le Mali se prépare à envoyer des soldats aider le peuple congolais à faire évacuer son pays par les troupes étrangères, les soldats originaires de ce pays comme ceux du reste de la "Communauté" doivent réfléchir et agir. Les soldats africains en général, et les soldats kamerunais en particulier, doivent agir franchement, en cessant d'obéir à des officiers étrangers qui les obligent à poursuivre dans un pays dit indépendant, une guerre de reconquête coloniale.

Kamerunais, Kamerunaises,

Resserrons chaque jour davantage nos rangs, débarrassons-nous des renégats et marchons droit vers la victoire qui ne saurait nous échapper !

Courage, Confiance et Patriotisme !

Vigilance, Solidarité et Fraternité !

Vaincre ou Mourir !

Maquis, le 14 Juillet 1960.

Le Chef de l'Etat-Major Général,
SINGAP Martin

RECAPITULATION DES PERTES DE L'ARMEE FRANÇAISE

N.B. — Ces chiffres sont partiels et seront complétés ultérieurement dès que l'Etat-Major Général sera en possession de tous les rapports des activités des différents secteurs militaires.

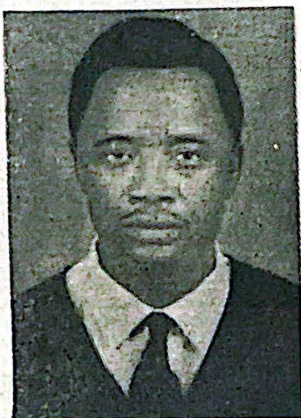
Régions	Tués	Africains	Européens	Prisonniers
Mamiléké	836	828	8	19
Wouri	20	7	13	—
Mungo	1	—	1	—
Sanaga Maritime	2	—	2	—
Autres localités	10	10	—	—
TOTAL	869	845	24	19

(Lire la suite en page 29)

INTERVIEW ACCORDEE AU JOURNAL " LA VOIX DU KAMERUN "

Par le camarade NDOOH ISAAC, membre de Bureau
du Syndicat des Bâtiments en mission

Récemment arrivé à Accra, notre camarade Ndooh Isaac a bien voulu accorder à notre journal une interview dont on trouvera ci-dessous le texte



intégral. Ndooh Isaac est l'un des milliers de travailleurs que la mystification de Ngom Jacques et sa clique n'a pas du tout influencé. Il n'a jamais admis qu'un travailleur luttant sincèrement pour ses intérêts matériels et moraux pût se retrancher derrière un "apolitisme" syndical désuet. Il a toujours su lier la lutte pour le pain à la lutte pour la liberté et la paix ; ce qui lui a valu d'être arrêté à plusieurs reprises et jeté en prison où, en dépit des tortures et de toutes les pressions inimaginables, il est resté fidèle à son idéal. Chaque fois, Ndooh Isaac devait sa libération à sa lutte quotidienne contre les géôliers appuyée de l'extérieur par l'opinion publique au grand mécontentement des colonialistes et leurs valets qui auraient voulu transformer les prisons du régime en une multitude de pépinières de renégats prêts, dès leur élargissement conditionnel à s'enrôler comme indicateurs de police pour faire arrêter les patriotes. Il n'est pas surprenant que Mayi Matip l'ait fait arrêter la dernière fois. Après avoir fait assassiner le Secrétaire Général de l'U.P.C., Ruben Um Nyobé, Matip avait besoin d'un climat "politiquement sûr" pour mener sa campagne contre-révolutionnaire ; or aussi longtemps que Ndooh Isaac demeurait hors des murs des prisons, un tel climat n'était pas possible, en Sanaga-Maritime surtout où Matip comptait sur le tribalisme pour désarmer la combativité de quelques patriotes peu avertis. Mais il avait compté

sans la ferme conviction de notre camarade qui, cette fois comme durant les précédentes détentions, s'avéra "plus encombrant prisonnier qu'homme libre". C'est alors que Matip et les fantoches de Yaoundé projetèrent son exécution. En peu de temps la cynique nouvelle se répandit comme une trainée de poudre au Kamerun et à l'étranger. Une vaste campagne de solidarité fut déclenchée, qui fit reculer les néo-colonialistes et leurs fondés de pouvoirs : non seulement l'exécution fut écartée, mais mieux, les portes de la prison s'ouvrirent tout récemment devant notre courageux camarade. Ndooh Isaac va se lancer dans le monde pour intéresser davantage l'opinion publique et plus particulièrement la classe ouvrière internationale à la révolution kamerunaise.

"La Voix du Kamerun" lui souhaite partout du succès.

1^o QUESTION: Caamarade NDOOH Isaac tu viens de sortir de prison où tu as été enfermé par les colonialistes en raison de tes convictions politiques. Peux-tu nous décrire les conditions dans lesquelles vivent les détenus politiques ?

REPOSE: Cette question nécessite d'amples explications.

a) Je dois vous donner d'abord des explications sur les conditions dans lesquelles les prévenus politiques sont arrêtés: Les arrestations s'opèrent de nuit par des troupes armées sur simples indications des flics et "ralliés" organisés en contre-révolutionnaires et en "auto-défense".

Le 28 Juin 1959 à 5 h. matin ma maison a été encerclée par les troupes françaises conduites par le commissaire de police judiciaire LEROUX, le commissaire spécial VIECARD, l'adjudant LELAIDIER commandant l'escadron de Douala, le commissaire de la Sûreté CAILLAUX. M'ayant trouvé absent ils opérèrent une perquisition illégale dans ma maison qui fut fouillée de fond en comble; ma famille dont 2 enfants de huit et dix mois, fut conduite au commissariat où elle dût être torturée et menacée de mort pendant quarante-huit heures.

Je fus moi-même arrêté le 1er Août 1959 après que deux coups de fusil furent tirés contre moi par

le gendarme KEUTCHA Jean, coups qui heureusement ne m'atteignirent pas. Ayant réussi à mettre la main sur moi, la police me conduisit devant le capitaine de gendarmerie LAVAL où une séance présidée par Mr. CLAVERIE délégué du gouvernement AHIDJO fut tenue à 22 heures. Là je fus soumis à des tortures en vue d'extorsion d'aveux: reconnaître ma participation aux événements du 27 Juin 1959 à Douala comme chef d'organisation selon les renseignements qu'ils détenaient de EKWE Samuel, Hyacinthe MPAYE, BONGA Marc etc... N'ayant pas réussi à me convaincre par la torture et la corruption, mes bourreaux me conduisirent vers 1 h. du matin au camp de gendarmerie de MBOPI où je fus déshabillé et soumis au supplice de la balançoire pendant que mes parties génitales et vitales étaient soumises aux effets du courant électrique jusqu'à 3 h. du matin. Ce "traitement" me fut appliqué pendant quatorze jours — jour et nuit — et entre les séances de torture je ne bénéficiais que d'une heure de repos. Pendant les 6 premiers jours ma famille ne savait pas où je me trouvais et durant tout ce temps je ne bus ni mangeai. J'avais perdu l'usage de mes sens et il est inutile de rappeler que tous les autres camarades qui furent arrêtés étaient traités de la même façon que moi.

Dans le cadre judiciaire mon arrestation a été l'objet d'un mandat d'arrêt signé du juge HENNE du 2ème Cabinet d'instruction de Douala sous l'inculpation d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, organisation d'association de malfaiteurs et assassinat etc.

Ce qui est étonnant c'est que le mandat datait du 26 Juillet 1959 et portait toutes ces inculpations, ce qui revenait à dire que la justice détenait toutes les pièces à conviction et partant je n'avais plus à répondre aux questions de la gendarmerie et encore moins à être torturé. Malgré ces constatations mes mercenaires avaient refusé de me notifier le mandant qui ordonnait que je sois immédiatement conduit à la prison de Douala et non soumis à la torture. Les commissaires spécial et de la Sûreté ne m'avaient point caché que j'avais été arrêté sur l'instigation de MAYI Matip qui voulait que je sois conduit chez le mercenaire BITCHOKA Jacques chargé de m'assassiner comme il l'a fait pour André-Claude NYOBE et NJOCK André, étant considéré comme élément dangereux et gênant pour sa campagne de "réconciliation nationale" et de "ralliement".

De la prison de Douala, sur instructions spéciales et confidentielles du gouvernement Ahidjo,

j'ai été mis au secret dans une cellule de 2 m sur 1m,5. C'est là que j'ai passé ma détention du 14 Août 1959 au 14 Mai 1960; je n'avais droit à aucune communication avec ma famille et durant ce temps je n'ai été conduit chez le juge d'instruction aucune fois et mon avocat n'avait pas accès à mon dossier.

Tous les autres détenus furent soumis aux mêmes mesures et pendant notre séjour à la gendarmerie deux de nos camarades furent emmenés de nuit et assassinés par le gendarme LELAIDIER; il s'agit des patriotes LISSOCK Jacques et NYAMSI.

b) Les détenus politiques étaient tous soumis à un régime de sous-alimentation et couchaient sur des planches avec une couverture de coton. Dans une cellule on entassait cinquante à soixante détenus dans des conditions d'insanité inimaginables et privés de soins, l'infirmerie étant dépourvue de médicaments.

2° QUESTION: Mr. MAYI Matip après l'odieuse assassinat du Secrétaire Général de l'U.P.C. s'est rallié aux autorités françaises pour prêcher ce qu'il appelle lui-même la "réconciliation nationale". La presse à gages a essayé pendant un bon moment — et continue de le faire — une campagne tapageuse sur "l'audience" de ce renégat dans les départements du Nyong-et-Kellé et de la Sanaga-Maritime. Peux-tu nous dire camarade quelle est la réalité?

REPONSE: Je peux vous citer l'expression d'Abraham LINCOLN: "On peut tromper tout le peuple une partie de temps mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps". Les populations Bassa nourries d'une longue expérience de lutte révolutionnaire ont vite compris la trahison criminelle de MAYI Matip, ce dernier voulant utiliser les Bassas pour la satisfaction de ses ambitions personnelles en prêchant le tribalisme. L'échec du parlementarisme sur lequel il fondait toute sa politique en se disant héritier politique de RUBEN UM NYOBE, déformant les principes de ce dernier permit tôt à la masse de découvrir sa trahison.

Ceux qui l'avaient suivi dans son acte de trahison l'ont réalisé et sont rentrés au maquis pour continuer la lutte. Ce fait démontre clairement que ce renégat de triste augure ne jouit d'aucune audience dans ces deux départements et que la presse colonialiste a voulu l'utiliser pour les intérêts des impérialistes.

3^e QUESTION: Après les derniers exploits de l'A.L.N.K. à Douala et en Sanaga-Maritime les forces armées françaises qui occupent militairement notre pays ont procédé au "quadrillage" de la ville de Douala et ont accentué les mesures répressives dans cette ville particulièrement. Peux-tu nous décrire la situation actuelle du Kamerun en général et de Douala en particulier?

REPONSE: Avant de répondre à cette question j'aimerais préciser que ce n'est pas seulement l'armée française mais l'armée de l'OTAN commandée par le général BRIAND qui font la guerre au Kamerun. Malgré l'encadrement de la ville de Douala et les mesures de répression qui s'accroissent dans tout le Kamerun, malgré les armées coalisées impérialistes et leurs armes modernes, le peuple kamerunais avec son Armée de Libération à l'avant garde inflige des pertes énormes aux impérialistes aussi bien sur le plan militaire que sur le plan économique usant de méthodes rationnelles révolutionnaires. Le peuple kamerunais est décidé à ne pas déposer les armes tant que ses objectifs ne seront pas atteints.

La lutte est généralisée: les ouvriers, les paysans, les commerçants, les fonctionnaires, tout le peuple soutient notre A.L.N.K. Mes camarades qui ont été libérés à Douala en même temps que moi par la fameuse amnistie du 8 Mai dernier,

Considérant le non-changement politique, la non satisfaction des préalables populaires pouvant rétablir la paix et ne pouvant pas s'adapter à ce qu'on est convenu d'appeler la "vie légale" ont été obligés de regagner le maquis pour continuer la lutte en vue de l'indépendance totale et de la réunification de notre pays.

A propos de la situation particulière de Douala je pense que l'opinion publique a suivi l'action déclenchée par notre armée depuis le 30 Mai dernier sur le plan militaire et économique; les mesures prises par les autorités préfectorales de Douala prouvent que l'A.L.N.K. contrôle le département tout entier. Nos oppresseurs ont perpétré dans cette ville l'incendie criminel du quartier Congo, opposant les Haoussas et les Ewondo aux Bamilé-kés, organisant des groupes dits d'auto-défense dans tous les quartiers, procédant à l'enlèvement des femmes et des jeunes filles pour les livrer aux plaisirs des militaires de la garnison; ils ont dépouillé les femmes au marché de New-Bell et fait coucher la population dans la boue, institué les lais-

ser-passer entre Douala et Bonabéri et entre les quartiers; ils ont assassiné quarante-cinq personnes au quartier Nylon sans compter celles qui ont été amenées vers des destinations inconnues. Voilà des exemples qui prouvent que le peuple ne peut se plier aux mercenaires français et à leurs valets et soutient sans désespérer notre glorieuse et vaillante A.L.N.K. La population de Douala reste donc inébranlable car le 18 Juillet dernier notre armée a frappé de nouveau l'ennemi lui infligeant des pertes sévères.

4^e QUESTION: Tu es un responsable du Syndicat des Bâtiments affilié à la C.G.K.T. Peux-tu nous donner une idée approximative de la situation syndicale et de la contribution de la classe ouvrière kamerunaise à la Révolution?

REPONSE: En ce qui concerne la situation syndicale je peux vous affirmer qu'elle est inquiétante surtout en ce qui concerne les dirigeants et les responsables car depuis le déclenchement de notre Révolution en 1955 certains d'entre eux se sont faits les agents de gouvernements et du patronnat, en quête de profits personnels au détriment de la classe ouvrière; ce qui a engendré la scission au sein des organisations syndicales au Kamerun.

Si au niveau de dirigeants, les organisations syndicales sont divisées et ne prennent pas une part effective dans la Révolution, il n'en est pas de même des travailleurs qui en masse sont à l'avant-garde de la Révolution Nationale. Ceux qui remplissent les prisons-cercueils, ceux que l'on assassine impunément, ceux qui sont torturés sont en majorité des travailleurs.

En plus de l'action armée, des responsables syndicaux au niveau des entreprises ont déclenché une vaste campagne de boycott et de sabotage économiques par des débrayages ou des grèves prolongées: c'est le cas par exemple, des travailleurs de la S.A.F.A. — vaste Entreprise de la culture d'héveas qui détient le monopole de la production et de l'exploitation du caoutchouc au Kamerun et qui emploie plus de 3.600 travailleurs — qui sont en grève depuis des semaines; c'est aussi le cas des travailleurs d'entreprises d'exploitation des bois qui ont procédé à des grèves tournantes; les ouvriers des transports en commun et les chauffeurs de taxis ont suivi l'exemple de leurs camarades pour se mettre aussi en grève.

On pourrait citer beaucoup d'exemples de ce genre qui prouvent la participation de la classe ouvrière kamerunaise à la Révolution.

Malheureusement ces actes restent ignorés du prolétariat international qui de ce fait n'est pas en mesure de faire acte de solidarité aux travailleurs kamerunais? C'est pourquoi les ouvriers avec leurs syndicats de base se sont donnés pour tâche d'entreprendre une campagne à travers le monde pour dénoncer devant la classe ouvrière internationale les agissements de leurs dirigeants traîtres qui sont devenus des agents de l'impérialisme américain et ouest-allemand et demander la solidarité des ouvriers du monde entier qui savent que les capitalis-

tes qui oppriment les travailleurs kamerunais sont les mêmes qui exploitent les ouvriers des pays dont ils sont originaires.

Pour terminer je lance un vibrant appel au vaillant peuple kamerunais pour continuer la lutte sans relâche, et je pense que cette interview contribuera à mieux informer les lecteurs de votre journal sur la situation actuelle de notre pays.

Vive le KAMERUN Libre et Unifié,

Vivent nos Enfants morts pour la Patrie,

Vive l'Armée de Libération Nationale Kamerunaise.

LE PRIX D'AHIDJO

Le président de la République du Cameroun, M. Ahmadou Ahidjo, a été reçu solennellement, à Paris, par le général de Gaulle. L'objet essentiel des entretiens à moins été la conclusion des accords de coopération entre la France et le Cameroun que le rôle de cette étape dans la vie politique du continent africain. Le Cameroun, ancien pays sous tutelle, n'est pas formellement membre de la Communauté. Cependant, les liens qui l'unissent à la France demeurent si étroits en matière économique, financière, monétaire et militaire que l'indépendance de ce pays est moins réelle que celle de certains pays membres de la Communauté. En particulier, c'est l'armée française qui assure (le maintien de l'ordre) sur le territoire camerounais et qui poursuit des opérations de répression extrêmement violentes contre les maquisards de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.) aussi bien en Sanaga-Maritime que dans le pays Bamiléké. L'ampleur de ces opérations de guerre est telle qu'on peut penser que sans la présence des troupes françaises, le gouvernement de M. Ahidjo aurait

les plus extrêmes difficultés à se maintenir au pouvoir.

Ce gouvernement imposé par une force armée étrangère, est cependant considéré par les milieux politiques français comme un élément de première importance du jeu politique français dans l'Afrique Nouvelle. Le général de Gaulle estime qu'au moment où l'ancien territoire britannique de Nigéria va accéder à l'indépendance, le Cameroun de M. Ahidjo, zone de rencontre entre l'Afrique soudanaise et l'Afrique équatoriale, territoire où se rencontrent des musulmans, des protestants et des catholiques, devrait devenir un pôle d'attraction pour toute l'Afrique Centrale. Paris attache donc un prix considérable à ce que l'expérience Ahidjo réussisse. Mais il faut bien admettre que jusqu'ici elle n'a réussi que par le truquage électoral, les arrestations de suspects et les râtissages), comme celui de Douala.

Extrait de FRANCE OBSERVATEUR
du 28/7/60, No. 534 Page 2.

LA CONFERENCE AFRO-ASIATIQUE PROTESTE

M. Youssef el Sebaï, Secrétaire Général de l'Organisation pour la solidarité des Peuples Afro-asiatiques, a publié le Communiqué de Presse suivant sur la situation au Kamerun.

Depuis la proclamation de l'indépendance du Kamerun, la situation n'a fait que s'aggraver dans ce pays. Les autorités françaises continuent à condamner arbitrairement à mort et à exécuter sur les places publiques les patriotes kamerunais qui ont le plus activement participé à la lutte libératrice du pays. C'est ainsi que le grand patriote Enock Kemaïou et bien d'autres sont actuellement menacés de mort.

Pour maintenir au pouvoir un gouvernement non élu et impopulaire, les impérialistes français ont maintenant établi un pont aérien qui assure le transport de leurs troupes entre Brazzaville et Douala. Ils ont continué à recruter de soldats dans les pays de la Communauté et même de l'OTAN, particulièrement en Allemagne Occidentale. C'est ainsi que tout récemment, le Parti des Démocrates-Chrétiens dirigé par le Chancelier Adenauer lui-même a protesté dans un débat au Parlement, contre le fait que des nombreux soldats ouest-allemands ont été blessés ou tués dans la guerre du Kamerun.

En effet l'Armée de Libération Nationale du Kamerun inflige aux troupes étrangères d'occupation des pertes de plus en plus lourdes et cinglantes. L'économie s'en trouve perturbée et paralysée; d'ores et déjà les patriotes ont complètement libéré des régions habitées par 25% de la population.

Les événements qui au Congo risquent actuellement de déclencher une conflagration générale, donnent une fois de plus raison aux patriotes kamerunais en lutte pour l'évacuation immédiate et totale des troupes étrangères, pour le rétablissement et le respect de toutes les libertés démocratiques et syndicales, bref pour l'indépendance véritable, pour la démocratie et pour la Paix. Cette lutte est parfaitement juste et triomphera inévitablement.

Le Secrétariat Permanent de la Solidarité afro-asiatique demande aux pays africains qui viennent d'accéder ou sont sur le point d'accéder à l'indé-

pendance dans le cadre de la Communauté française, de retirer immédiatement leurs soldats engagés dans une guerre injuste au Kamerun et en Algérie. Le Secrétariat demande également avec insistance, à tous les peuples et gouvernements d'Afrique et d'Asie, ainsi qu'à tous les hommes épris de paix à travers le monde, d'accroître immédiatement et considérablement leur aide morale et matérielle aux organisations anti-colonialistes et anti-impérialistes du Kamerun.

Le Caire, le 3 Août 1960

AHMADOU AHIDJO PRESIDENT REPUBLIQUE KAMERUN

SECRETARIAT PERMANENT AFROASIATIQUE PROTESTE ENERGIQUEMENT CONTRE CONDAMNATION MORT PATRIOTE ENOCK KEMAJOU ET SES COMPAGNONS stop VOUS DEMANDONS RESTITUER INTEGRALITE DROITS POLITIQUES ET CIVIQUES A CES PATRIOTES ET LEURS ORGANISATIONS QUI ONT CONDUIT LUTTE KAMERUN POUR INDEPENDANCE ET UNITE NATIONALES stop

CONSIDERATION

AFROASIACO

PRESIDENT TRIBUNAL MILITAIRE DOUALA KAMERUN

SECRETARIAT AFROASIATIQUE PROTESTE ENERGIQUEMENT MENACE EXECUTION ENOCK KEMAJOU ET CONDAMNATION DE SES COMPAGNONS stop VOUS DEMANDONS RECONSIDERER CES DECISIONS QUI ENTRAVENT LA CONSOLIDATION DEMOCRATIE ET INDEPENDANCE KAMERUN

RESPECTUEUSEMENT

AFROASIACO

La classe ouvrière kamerunaise en appelle au Bureau International du Travail

Nous publions ci-après, après de légères retouches dans la forme, le texte intégral d'une lettre adressée récemment par deux dirigeants de la C.G.K.T. au Président du Bureau International du Travail à Genève. Dans ce document, nos camarades flétrissent la politique de force poursuivie par les fantoches de Yaoundé tant à l'égard du peuple que des travailleurs kamerunais ; ils confirment une fois de plus ce que nous avons déjà affirmé à plusieurs reprises dans ces colonnes, à savoir que, dans le cadre de la dictature personnelle instaurée à l'ombre des troupes françaises épaulées par l'O.T.A.N., Ahidjo a désarmé, au moyen de la corruption, certains dirigeants syndicaux tels Ngom Jacques et Mbilla Marcus, dans le cynique dessein d'empêcher la classe ouvrière de jouer son rôle d'avant-garde dans la révolution en cours. Cela l'a été avec la complicité effective des impérialistes américains et répond parfaitement aux vues politiques de l'Occident sur l'Afrique. En effet, comme le révèle un document secret publié le 21 Décembre 1959 par le Ministère Britannique des Affaires Étrangères, l'Occident estime "très dangereuse" toute alliance entre nationalisme et syndicalisme — en Afrique. Il n'est donc pas surprenant de voir les dirigeants syndicalistes corrompus se livrer au nom de l'"apolitisme syndical" (sic) à une spectaculaire lutte "anti-communiste" pour tenter de camoufler leur trahison. Le même document cité plus haut révèle : "En accord avec le Département d'Etat et le C.I.A., les Américains ont fourni un soutien secret à des leaders comme Tom Mboya, Secrétaire Général de la Fédération des Syndicats du Kenya et Président du Comité de la C.I.S.L. pour la Région de l'Est, du Centre, et de l'Afrique du Sud ; Alioune Cissé, Secrétaire Général de l'U.G.T.A.N., Section du Sénégal ; Jacques Ngom et Mbilla Marcus de la Confédération Générale du Travail du Cameroun français ; Macrae en Ouganda et différents individus au Nyassaland, etc.". On comprend donc qu'en condamnant comme "actes terroristes" la révolution armée en Juin 1959, Ngom Jacques était en service commandé et rétribué.

L'expérience a prouvé que tous les leaders, politiques ou syndicaux qui collaborent avec les ennemis de leurs mandants, ne tardent pas à être

démasqués et rejetés. C'est pourquoi au Kamerun, les travailleurs sont passés à l'action depuis plusieurs mois déjà. Des grèves ont lieu un peu partout : Dizangué, Nkongsamba, Douala, au grand mécontentement de Ngom qui ne peut pas les décommander, puisqu'il a perdu le contrôle de la classe ouvrière. La lutte des travailleurs pour le pain ne saurait se détacher du contexte de la révolution.

Nous voulons bien espérer que le Bureau International du Travail examinera la requête des travailleurs kamerunais, avec toute l'attention requise, au risque d'être confondu avec les exploiters de notre peuple.

A. Monsieur le Président du BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL GENEVE (SUISSE).

Au nom de la Confédération Générale Kamerunaise du Travail (CGKT), qui groupe en son sein la presque totalité des travailleurs organisés du KAMERUN.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute appréciation, le présent mémoire qui tient lieu à la fois de plainte que formule notre Organisation contre le "Gouvernement" de la République du Kamerun présidé par M. Ahidjo, agent impérialiste et néo-colonialiste, pour de multiples atteintes et la suppression de toutes libertés démocratiques, y compris les libertés et droits syndicaux.

1. — En effet, vous n'ignorez pas la situation dramatique que traverse le Kamerun proclamé "indépendant" le 1er Janvier 1960, contre la volonté unanimement manifestée de toute la classe ouvrière kamerunaise et de notre peuple qui ont vainement réclamé qu'avant l'accession à l'indépendance, aient lieu le rétablissement d'une vie normale politique et des élections démocratiques contrôlées par l'O.N.U. dans notre Pays.

2. — Malheureusement, la majorité des délégations, soit qu'elles aient été trompées, soit qu'elles défendaient des intérêts inavouables, firent fi de toutes ces manifestations dont les interprètes furent à l'O.N.U. les représentants de la populaire

et invincible Union des Populations du Cameroun. Les événements sanglants se sont multipliés, avec la complicité de cette majorité onusienne et sous la responsabilité directe de la France et de ses impopulaires agents locaux: AHIDJO, SOPPO, ASSALE, BETOTE, DJINE, KEMAJOU et consorts.

3. — Il se trouve que cet état de choses tire sa source des événements sanglants du mois de Mai 1955. Le seul responsable étant la France dont la vision politique est notoirement économique, anti-populaire et par conséquent anti-syndicale. L'origine de la répression syndicale qui ira s'amplifiant est à découvrir ici. Et c'est à partir de cette époque qu'au KAMERUN, où le "Gouvernement" a réussi d'abord à corrompre une partie de dirigeants syndicaux aux fins de division de la classe ouvrière, que la répression syndicale s'est installée au KAMERUN.

4. — La guerre de reconquête menée contre les travailleurs et le peuple Kamerunais à travers des compradores locaux par les impérialistes franco-britanniques appuyés par leurs maîtres américano-ouest-allemands, favorise l'intensification de la répression syndicale.

5. — Ainsi entre autres faits dont le monde entier a depuis pris connaissance, le "Gouvernement franco-kamerunais de l'Etat sous tutelle" fit adopter le 16 Mai 1959, des lois d'exception (lois No. 121, 122, 123, 124) dont le caractère fasciste, dictatorial et anti-syndical n'échappe point à l'opinion internationale.

6. — Ces lois ont été entérinées par la "Constitution", dont voici en bref le préambule: "... la liberté d'expression, la liberté de presse, la liberté de réunion et la liberté d'association, la liberté syndicale et le droit de grève sont garantis dans les conditions fixées par "la loi". Or, les lois régissant ces libertés sont celles du 16 Mai 1959, instituant "l'état de mise en garde" et "l'état d'alerte". Précisons que ces lois permettent également l'institution permanente du couvre-feu.

L'article 8 de la loi No. 121 prévoit en effet, entre autres paragraphes:

- Interdire toutes réunions et publications.
- Eloigner les repris de justice ainsi que les individus qui n'ont pas leur résidence habituelle dans les lieux soumis à l'état d'alerte.

L'article 9 dit:

"Dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent, les individus dangereux pour la sécurité publique, qui ont leur résidence habituelle dans les lieux soumis à l'état d'alerte pourront, soit être éloignés du lieu de leur résidence, soit être astreints à résider dans une localité qui leur sera spécialement désignée à cet effet. Les mesures d'éloignement ou d'assignation à résidence ne pourront être prises hors de chaque région intéressée que par arrêt du "Ministre de l'Intérieur".

7. — Ces lois renforcées par l'extension de la guerre coloniale, ont pour but:

- a) d'atteindre les responsables et dirigeants syndicaux dont bon nombre sont des patriotes révolutionnaires et d'anciens détenus politiques,
- b) empêcher pratiquement l'exercice du mandat syndical et l'organisation des travailleurs,
- c) parer à l'éventualité des grèves, seules armes du prolétariat dans sa lutte pour l'augmentation des salaires, le bien-être en général, son combat pour les libertés démocratiques étranglées, l'indépendance véritable et la paix,
- d) fasciser les syndicats en faisant des responsables et dirigeants des "auxiliaires" secrets du Patronat, et enfin, "protéger" les bénéfices exorbitants des entreprises impérialistes contre toute revendication de salaires, ajustement d'allocations familiales et leur parité avec la Fonction Publique, ou l'institution d'un régime de Sécurité Sociale.

8. — A la lumière de l'exposé ci-dessus, l'on constatera qu'aucune liberté syndicale, de même que toutes les autres, n'existe en fait puisque les lois de guerre mises en application interdisent pratiquement toute réunion de plus de 2 personnes, la circulation des personnes étant censurée par un laissez-passer et la presse syndicale et progressiste supprimée.

Seuls peuvent circuler — ce qui est rare et d'ailleurs à leurs risques et périls — de soi-disants syndicalistes conformistes au régime néo-colonialiste de YAOUNDE tels NGOM Jacques et MBILLA Marcus vendus à l'impérialisme américano-ouest-allemand et vomis de la masse de travailleurs. Car ne l'oublions pas, le KAMERUN se trouve soumis à l'état de guerre et est contrôlé par une armée étrangère coalisée.

Ainsi tout travail d'organisation syndicale est pratiquement impossible.

9. — Les preuves récentes que nous allons évoquer justifient nos affirmations. Des travailleurs, responsables ou dirigeants syndicalistes sont, soit recherchés, poursuivis, arrêtés, torturés, emprisonnés ou en exil.

La torture est érigée au KAMERUN en système. Toute la cruauté des méthodes impérialistes éclate au grand jour. Dès qu'on arrête un travailleur la police l'indexe d'emblée comme un "rebelle", un "hors-la-loi", un "bandit", tout ce que son imagination découvre dans le vocable exécration de l'armée étrangère des mercenaires.

Aussitôt, c'est le supplice de l'électricité appliquée aux parties sensibles du corps, la balançoire où la tête demeurée renversée et enveloppée dans une serviette trempée préalablement dans de l'eau mélangée à du piment écrasé, reste plongée dans un fût plein d'eau salée. Le supplicié reste ainsi des heures durant, alors qu'après tous ces traitements barbares, la victime n'a ni eau, ni nourriture des journées entières. Un morceau de macabo jeté à terre, exactement comme on en jette aux cochons d'une ferme, un peu d'eau dans une boîte à cigarettes vide, constituent le repas du malheureux. Point de soins médicaux. Et tout cela, pour obtenir on ne sait quels importants aveux imaginaires, qu'ils ne réussissent même pas d'arracher malgré leurs tortures au supplicié.

10. — Les cas abondent qui constituent nos preuves. Nous n'en citerons que quelques-uns. Nos camarades MAYO Beck, ETAME DIMOUA-MOUA Ebénézer et NGOSSO Martin, respectivement Secrétaire Général et Secrétaire de la CGKT sont, le premier en liberté provisoire sous caution de 800.000 francs CFA, les seconds, en prison à Douala, les motifs de leur détention étant encore inconnus.

L'un des auteurs de cette requête, le camarade NDOOH Isaac, membre de Bureau du Syndicat des Bâtiments et Président-Fondateur du Comité National des Chômeurs du Kamerun et l'ouvrier-chef-menuisier MOUANGUE David, ont été torturés à mort, subi le supplice de la balançoire et de l'électricité, puis emprisonnés pour leurs activités syndicales et patriotiques. Ces deux camarades sont actuellement en refuge politique, car leur vie est constamment menacée. Ils laissent au Pays, le

premier une famille de 10 personnes dont 7 enfants mineurs, le second 1 femme et 1 enfant en bas âge.

Le cas de EKWALLA Robert, l'un des Secrétaires de la C.G.K.T. co-auteur de cette requête et qui a manqué d'être arrêté le 28 Juin 1959 par la police franco-kamerunaise en même temps que l'un des camarades déjà cité, NDOOH Isaac, s'insère dans cette longue chaîne dont les maillons sont marqués de tâches rouges d'une répression atroce qui couvre mal les intérêts sordides d'une poignée d'impérialistes et de leurs agents locaux genre renégat MAYI MATIP.

Et nous sommes en mesure de tirer plus long au besoin, la liste des travailleurs victimes de la guerre faite chez nous, contre notre peuple par l'armée de l'OTAN sous la direction d'un général français BRIAND.

11. — Le 1er Mai qui est une fête internationale des travailleurs n'est pas manifesté au KAMERUN. Les rassemblements de plus de 2 personnes étant interdits par les lois scélérates de Mai 1959 citées plus haut.

Nos travailleurs ont assisté à l'interdiction des défilés et meetings ouvriers par le "Gouvernement" AHIDJO les 1er Mai 1959 et 1960 à Douala.

12. — Enfin, les conséquences d'une guerre ruineuse et injuste faite à notre peuple, s'étalent sur toute leur nudité:

a) le chômage croissant. Un rapport confidentiel soumis par le Gouvernement franco-kamerunais devant cette même instance nous apprend qu'au début de 1959 sur 100 personnes devant attendre du salariat leurs moyens d'existence, 36,6% étaient des chômeurs à Douala.

Le rapport en question cite des moyennes annuelles suivantes:

1956	:	1.186	embauches	par	mois
1957	:	827	"	"	"
1958	:	441	"	"	"

La situation s'est aggravée en 1959 et à ce sujet le rapport du Syndicat des Commerçants écrit: "... la moyenne mensuelle des embauches n'atteignait plus que 256 en 1959" et souligne en particulier que "la masse des chômeurs de Douala n'a fait que s'accroître, elle est évaluée entre 23.000 et 24.000 personnes..." La ville de Douala compte 160.000 habitants.

b) l'étranglement de toutes les libertés fondamentales de l'Homme, des libertés démocratiques et syndicales, et plus grave encore,

c) le blocage des salaires et la flambée des prix dont la suite logique est la baisse du coût de la vie, qui s'exprime par un salaire moyen encore bien bas, l'aggravation des conditions, sur lesquelles vient s'ajouter une discrimination raciste de traitements entre travailleurs kamerunais et travailleurs européens, dans un pays dit "indépendant".

En voici quelques exemples qui constituent des preuves tangibles de ce que nous constatons. La Caisse de Compensation des Prestations Familiales présente l'évolution du salaire moyen comme suit:

EVOLUTION DU SALAIRE MOYEN

	1958	1959	écart
Régime général	11.672	13.080	+ 12%
Régime agricole	3.912	3.828	+ 2%
Enseignement privé	6.241	6.335	+ 12%

Ces chiffres montrent que le salaire moyen est encore bien bas dans la République du KAMERUN et qu'il a même diminué pour certaines catégories de la population au cours de l'année 1959.

EVOLUTION DU COUT DE LA VIE

Désignation	Nombre d'articles	Août 1957	Août 1958	Août 1959
Alimentation	56	122,9	140	150,3
Habillement	12	95,2	114,9	102,4
Divers	23	125,8	140,3	156,5
Indice général	120,1	133,7	133,8	140,9

Ensuite, prenons le tableau comparatif des prestations familiales versées au personnel de la Régie des Chemins de Fer du KAMERUN dit indépendant à partir du 1er Août 1959:

ALLOCATIONS FAMILIALES

Pour 6 enfants à charge	Africains	Européens	Différence
	11.375	39.894	28.519

ALLOCATIONS PRENATALES

	Africains	Européens	Différence
1er Versement	2.817	8.662	5.845
2er Versement	5.634	17.325	11.691
3er Versement	4.225	12.993	8.768

PRIMES DE MATERNITE

	Africains	Européens
1ère Naissance, 2 fractions égales de	5.400	17.325
2ème Naissance et suivants 2 fractions égales de	4.050	11.550

Les chiffres constatés sur ces tableaux se passent de commentaires à la connaissance de telles vérités, quel homme au monde ne se révolterait-il pas? Ces chiffres ne prouvent-ils pas éloquem-

ment que parler d'indépendance au KAMERUN c'est s'aligner net sur l'impérialisme? Qui se refuserait encore à toucher du doigt les causes profondes de la guerre impérialiste au KAMERUN?

Le traité léonin économique-militaire signé le 25 Décembre 1959 entre AHIDJO et DE GAULLE, renouvelé à son expiration le 25 Juin 1960, fait peser, en plus de la guerre impérialiste, une grande misère et une répression cruelle sur les populations laborieuses. L'inexistence totale de toute liberté en est le corollaire.

Dès lors surgit une contradiction d'intérêts antagonistes. La caste de seigneurs impérialistes qui ne veulent pas réaliser qu'une époque est révolue, et qui s'accrochent désespérément à des intérêts désormais condamnés par l'histoire, inspirés de la doctrine de la force.

Les travailleurs et le peuple kamerunais décidés à en finir avec l'état actuel de la sujétion, luttant pour le rétablissement des libertés démocratiques et syndicales, contre les violations et atteintes aux droits syndicaux, le respect de la personne humaine et le bien-être matériel.

Voilà où il faut se fonder pour expliquer les causes essentielles de la guerre au KAMERUN qui entraîne avec elle la suppression effective des différentes libertés et droits des travailleurs.

Les travailleurs et le peuple kamerunais l'ont compris, c'est pourquoi ils ont accueilli et souhaité avec enthousiasme l'annonce de la formation d'un Gouvernement populaire révolutionnaire qui rétablira et assurera les libertés fondamentales de la classe ouvrière, mises sous le boisseau par les agents impérialistes de Yaoundé.

Monsieur le Président,

Au nom des travailleurs kamerunais et compte tenu de la Convention signée ici même par les divers Etats, nous vous demandons pour le respect de la signature donnée, d'intervenir auprès du Gouvernement franco-kamerunais par une recommandation énergique afin de l'amener à appliquer au KAMERUN les termes de la Convention en rétablissant les libertés démocratiques et syndicales.

Ainsi vous aurez ouvert pour la démocratie, la paix dans le monde et le Bien-Etre des travailleurs du KAMERUN.

Accra, le 26 Juillet 1960

Pour la Confédération Générale Kamerunaise du Travail Département des Relations Extérieures.

NDOOH Isaac
Membre du Bureau
du Syndicat des
Bâtiments.

EKWALLA Robert
Secrétaire de la CGKT.

LE PROBLEME DU CHOMAGE

Mr. René Philombe, Rédacteur de "La Voix du Citoyen" nous a envoyé de Yaoundé le numéro 27 (21-28 juin 1960) de son journal avec l'intention de permettre à "La Voix du Kamerun" d'y puiser certains matériaux de travail.

Nous publions, à l'intention de nos lecteurs, sous la seule responsabilité de l'auteur, de larges extraits d'un article consacré par les animateurs de "La Voix du Citoyen" au problème du chômage du Kamerun.

"La Voix du Kamerun" ne partage pas la manière dont l'auteur de l'article étudie le problème de ce cancer social qui est, avant tout, le produit du régime capitaliste ou néo-colonialiste ; c'est donc à partir des données régissant la loi du développement et de la structure sociale du régime capitaliste incarné dans le néo-colonialisme au Kamerun, qu'il faut étudier et comprendre le problème du chômage qui prend des proportions terribles dans notre pays.

Cependant, l'article de Mr. Philombe a eu le mérite de démasquer l'incapacité du système actuel à trouver une solution adéquate au problème ; les solutions qu'il propose ne sont que de simples réformes dont la réalisation n'aboutirait qu'à la dégradation totale aussi longtemps que la solution de fond, une solution politique, ne sera pas trouvée, étant entendu que le chômage n'est qu'un maillon d'une chaîne.

Nos lecteurs verront toutefois qu'une crise économique, sociale et politique est inéluctable au Kamerun et que la révolution poursuivie par le peuple sous la bannière de l'U.P.C. triomphera inéluctablement.

LA REDACTION

Le 8 Mai 1959, Mr. Behlé Gaston, alors Ministre du Travail et des Lois Sociales, présentait à l'Alcâm, une proposition gouvernementale tendant à déporter les chômeurs camerounais dans des plantations de la Nigéria ou de la Guinée Espagnole. Cette proposition scandaleuse qui fut heureusement repoussée, démontre l'ampleur et la gravité que revêt le problème du chômage au Cameroun. Et cela, depuis près d'une décade.

Il est déplorable de constater l'indifférence, à l'égard de ce problème, de tous les gouvernements qui se sont succédés jusqu'ici. Un ancien Ministre de l'Economie Nationale est même allé trop loin. Ne déclarait-il pas dernièrement à un étudiant camerounais de France que l'extrême gauche de l'opinion publique du Cameroun tendait à gonfler le problème du chômage d'une importance qui n'existe que dans l'imagination de quelques aigris. Autant de raisons qui expliquent pourquoi ce mal n'a reçu jusqu'ici aucun remède efficace.

Ce qu'on entend par chômage au Cameroun

Avant d'examiner les principales causes du chômage, et avant de proposer une solution capable d'enrayer le mal, ou du moins, d'en freiner l'évolution, il est utile d'indiquer dans quel sens on emploie le mot chômage au Cameroun.

Dans les pays économiquement bien développés, est *chômeur* celui qui se trouve dans l'impossibilité permanente d'exercer son métier, faute d'emploi disponible. Au Cameroun, par contre, passe pour un *chômeur*, tout citoyen sans travail, même s'il ne justifie d'aucune spécialisation professionnelle connue.

Ainsi, quand on tient compte de cette dernière acception, et quand on tient compte surtout de tous les bouleversements politiques et démographiques auxquels on assiste dans notre pays depuis 1955, on peut estimer à près de 250.000 le nombre des "sans-travail" sur une population que les statistiques coloniales évaluent perpétuellement à trois millions et demi.

Pourquoi tant de bras inutiles dans une nation si jeune et pleines de ressources naturelles encore inexploitées ? Peut-être, la réponse se trouve-t-elle dans les causes mêmes du chômage, causes qui sont, à notre humble avis, les suivantes :

a) L'exode des ruraux vers les centres urbains.

C'est bien là un phénomène naturel de tous les pays. Mais l'expérience montre que seule l'amélioration de la vie rurale est capable d'y remédier.

Au Cameroun, on a toujours promis monts et merveilles aux braves citoyens de la campagne.

Mais, en dernière analyse, celle-ci ne constitue qu'un vaste champ de recrutement électoral. Il suffit de passer quelques jours dans un village camerounais pour toucher du doigt le paupérisme choquant qui sévit dans cette partie du pays. Rares sont les paysans qui mangent à leur faim. Et nombreux sont ceux qui luttent journellement pour pouvoir seulement s'acquitter, à la fin de l'année, de leur impôt personnel. Le meilleur planteur tape inutilement à la porte des maisons du crédit. Car, les appuis politiques jouent, à cet égard, un rôle préjudiciable à toute la nation. Ajoutons à tout cela l'incompréhension brutale de certains chefs coutumiers qui se "débrouillent" à rétablir le "bon-vieux-temps" sur la tête du peuple camerounais.

Comment, avec un tel martyr, continuer à s'implanter dans le village camerounais, alors qu'on peut, un jour ou l'autre, rencontrer un gagne-pain ailleurs et s'assurer un standing de vie meilleur ? D'où ce formidable mouvement migratoire qui s'effectue vers les centres urbains, et qui grossit interminablement le nombre des chômeurs camerounais. Et quand on sait que des éléments "détritalisés" vivent sous l'aile d'un ami ou d'un parent débonnaire, on devine facilement à quels expédients ils peuvent recourir, afin de mieux vivre.

b) *L'accélération de l'enseignement général.*

Chaque année, les établissements scolaires d'enseignement général de notre pays déversent dans la rue des milliers de jeunes gens pour diverses raisons : fin d'études, grand âge, incapacité intellectuelle, mauvaise conduite et surtout pauvreté des parents d'élèves... Démunis de toute formation technique ou professionnelle, ils ne sont jamais sûrs de trouver du travail, *surtout avec le système économique colonialiste, qui continue de sévir dans toute l'étendue du Cameroun.* Ces jeunes gens finissent par se corrompre dans le désœuvrement.

Imposant est le nombre de ces Camerunais affamés qui accourent à l'annonce d'une seule offre d'emploi et qui moisissent de soleil ou de pluie devant les bureaux et les chantiers privés. Dans leur embarras implacable, ils acceptent tout emploi que le hasard met sur leur chemin ; ils acceptent aussi, les yeux fermés, tous les mauvais traitements afférents à cette embauche aléatoire.

De cet état de choses, il y a lieu de tirer une seule conclusion, la suivante : En luttant contre l'analphabétisme au Cameroun, les autorités proco-

lonialistes oublient de lutter contre la misère du peuple. Or, dans tous les pays du monde, la misère est le ferment des masses populaires.

c) *L'intensification d'une économie d'essence capitaliste.*

En complicité avec certains groupes financiers américains, la France et nos gouvernants actuels semblent déployer tous leurs efforts en vue de faire du Cameroun l'un des bastions du monde capitaliste.

Pour les raisons exposées plus haut, la main-d'œuvre est excessivement abondante. En face d'un troupeau humain inoccupé, faible parce que non organisé, et que cherche éternellement à vivre, les Maisons de commerce et les Services d'exploitation industrielle se multiplient tranquillement au détriment de la tranquillité populaire. Le Code du Travail actuellement en vigueur s'honore de lacunes étonnantes. Les droits imprescriptibles des travailleurs y sont garantis au compte-gouttes. Pratiquement, l'Etat-patron et le Patronat capitaliste privé jouissent d'un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'embauche, le traitement et le licenciement des employés. Aucune sanction immédiate et exemplaire n'est appliquée au Tribunal du Travail contre eux quand ils commettent des actes inhumains.

De surcroît, les salaires des employés sont unilatéralement fixés. Ni le Ministère des Lois Sociales, encore moins le Patronat capitaliste ne tiennent aucun compte du S.M.I.G. que proposent, après une longue et minutieuse étude, les organisations syndicales ouvrières. La Société Bastos ou le S.E.T.T.A., par exemple, ne sont nullement inquiétés d'appliquer une échelle de salaires mensuels qui va de 1800 à 10.000 frs. C.F.A., alors que le minimum vital oscille entre 3000 et 4500 frs. C.F.A. suivant les zones. A noter que ce minimum vital devient plus fort en zone rurale que dans les agglomérations urbaines, à cause du pouvoir d'achat offert par celles-ci.

Somme toute, le problème du chômage devient complexe et se complique davantage avec le peu de contrôle exercé par les autorités compétentes sur le marché du travail au Cameroun.

Quelques solutions de demi-mesures

Pour combattre le chômage au Cameroun, plusieurs solutions ont été tentées. Mais leur expérimentation a produit l'effet que produisent toutes les solutions de demi-mesures.

Citons, en premier lieu, la création de l'ASCHOCAM, (Association des Chômeurs Camerounais), dont le siège est fixé à Yaoundé. Sa seule existence lance un démenti cinglant à ceux qui pensent que le moment n'est pas encore venu d'accorder une attention particulière au problème. Signalons toutefois, que les buts poursuivis par l'ASCHOCAM restent modestes, puisqu'elle se borne à réclamer le non-paiement de l'impôt en faveur de ses membres. L'action de cette organisation est donc presque nulle dans la lutte contre le chômage. Et nous hésitons à partager l'opinion de l'ancien Ministre des Finances, Assalé Charles, qui avait estimé que l'ASCHOCAM encouragerait le chômage au Cameroun. Mais, sait-il qu'il n'y a point de fumée sans feu ?

D'autre part, qu'a déjà fait le Gouvernement camerounais pour remédier au chômage ? Un coup d'œil rétrospectif nous autorise à répondre par la négative. En effet, depuis 1957, la politique gouvernementale s'est axée sur le recensement partiel de la main d'œuvre disponible et par le refoulement systématique des chômeurs dans leur conscription d'origine. On découvre facilement l'absurdité de cette politique quand on sait qu'après quelques temps, les refoulés rejoignaient logiquement leurs résidences habituelles. C'est ainsi que le Gouvernement tournait dans un cercle vicieux.

En outre, le Gouvernement de Yaoundé a largement favorisé la prolifération des entreprises privées, tout en donnant à celles-ci une autonomie morale et financière dont l'abus n'a pas manqué de léser profondément les intérêts des masses laborieuses.

Et le Gouvernement, croyant découvrir un remède-miracle, nous parle à grands coups de tambour, du projet du chemin de fer "Douala-Tchad". Certes, la réalisation de cette infrastructure exigera une abondante main-d'œuvre. Mais les travaux de ce projet ne sauraient résorber toute la foule des "sans-travail". D'ailleurs, la concentration de tout le potentiel humain disponible dans un seul secteur d'activité risque d'entraîner la Nation dans un borbier économique.

Tout récemment, Mr. Kémayou Happy, Président de l'Assemblée Nationale, n'a fait qu'effleurer la solution du problème, en envisageant les *chantiers nationaux*, au seul profit des maquisards "raliés". Mais à qui va-t-il faire croire que depuis 1945,

date à laquelle le prolétariat camerounais a pris conscience de sa misère, l'immense majorité des chômeurs provient exclusivement du maquis ? Toutefois, il est possible que, poussés par la faim et par la misère, bon nombre de sans-travail sont prêts à choisir le maquis... On sait que chaque soulèvement populaire est alimenté par le mécontentement des masses laborieuses.

Le 19 Novembre 1958, vers 22 heures à Yaoundé, un individu blessa le chauffeur du taxi No. 69 et emporta toute sa recette journalière. Ce cas typique de banditisme montre clairement à quels exploits un chômeur peut recourir pour vivre. Quel Camerounais de bonne foi désirerait voir de tels actes se répéter dans l'avenir ?

(Suite de la page 17)

A ces chiffres, il faut ajouter :

- 54 blessés graves
- 32 fusils
- 2 pistolets automatiques dont un de marque américaine
- 3 révolvers
- 1 machine à écrire
- 1 poste de radio récepteur
- 2 chargeurs revolver
- 1 mitrailleuse
- 1 grenade défensive

tous récupérés chez l'ennemi.

Il faut enfin ajouter que les pertes de l'ennemi sont évaluées à plusieurs centaines de millions de francs C.F.A. (plus de 4 boutiques brûlées, plus de deux pharmacies détruites, plus de 11 véhicules incendiés, etc).

Repli sur le Ruanda-Urundi

Sous ce titre, plusieurs journaux annoncent le départ des contingents belges du Congo vers le Ruanda-Urundi, pays sous tutelle belge. Le Ruanda-Urundi en état d'urgence depuis toute une année, voit encore affluer vers lui tous ces militaires qui occupaient le Congo.

La commission d'enquête envoyée par l'O.N.U. dans ce pays en Février de cette année a constaté le sort immense causé par l'occupation militaire qui vient de se renforcer par des contingents venant du Congo.

Après le départ de la Mission d'Enquête, l'administration belge a foulé aux pieds les accords conclus avec cette Mission : Par une campagne de dénigrement dont le communiqué No. 12 du Résident militaire du Ruanda illustre bien le cynisme, l'administration belge a tâché de détourner la population des objectifs d'indépendance défendus par le parti d'Union Nationale ; elle a essayé de prouver l'inutilité de la mission des Nations-Unies en disant que ceux qui avaient cru qu'elle leur donnerait satisfaction par l'amnistie des prisonniers politiques, le retour des réfugiés, en un mot le rétablissement de la paix, ont vu leurs espoirs déçus.

L'administration belge a en outre intensifié les mesures répressives : L'attirail militaire renforcé fait régner la terreur dans le pays par des arrestations arbitraires, des sévices contre les personnes, par des viols des femmes devant leurs maris, des filles mineures devant leurs parents.

Après des incendies en territoire d'Astrida et nonobstant la promesse faite par le Résident du Ruanda au Président Régional de l'Unar de rétablir les sinistrés dans leurs propriétés, 48 camions ont remporté un millier de ces malheureux au Bugesera y rejoindre les autres déportés dans la misère et le dénuement. Les 7.000 réfugiés qui étaient à Biumba ont été également emportés au Bugesera. En dehors de ceux-là qui sont dans les camps de concentration de Nyamata au Bugesera, le nombre de réfugiés hors du pays (Uganda-Tanganyika) atteint 30.000 sans parler des leaders politiques de l'Unar qui sont dans les prisons, en résidence surveillée ou en exil.

Les prisons regorgent de centaines de personnes innocentes dont l'unique faute est qu'elles sont affiliées ou sympathisantes de l'Unar, sans comp-

ter les anciens hôtes des prisons que la Mission de Visite y a trouvés et dont elle connaît le nombre effrayant.

La propagande pour les partis pro-colonialistes (Parmehutu-Aprosoma-Rader) est faite actuellement par la force militaire. Leurs cartes d'adhésion servent de feuilles de route pour déplacement.

Cette situation tragique pouvait avoir un dénouement si l'issue préconisée par la Mission de Visite envisageant une table ronde à Bruxelles, s'était réalisée.

L'Unar avait souscrit à cette initiative à la condition que les partis politiques soient librement représentés. Mais l'administration belge envoya, pour un colloque avec le ministre des Colonies, une espèce de "gouvernement provisoire" imposé par le régime militaire. La conférence de la table ronde espérée se changea ainsi en une simple consultation sans même tenir compte qu'elle devrait se faire à l'échelle Ruanda-Urundi.

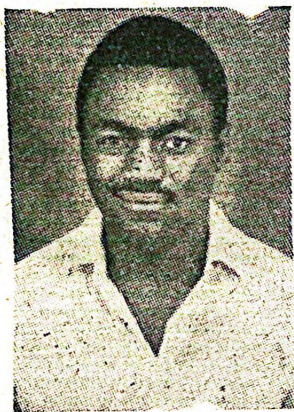
Cette grave entorse aux accords contenus dans le communiqué de la Mission de Visite, révèle le fond de la politique belge au Ruanda-Urundi : séparer les deux pays et au sein de ceux-ci, baillonner la libre expression des partis politiques. Pour précipiter l'évolution dans ce sens, les colonialistes belges prétendent déjà que l'Urundi entend se joindre au Katanga et ainsi renoncer à l'indépendance réelle. En plus de cela, l'administration belge vient d'imposer au peuple des élections dites communales, sous la terreur des armes, le 27 juin 1960.

Or il était entendu, suivant le communiqué de la Mission de Visite, que les élections communales prévues pour Juin et Juillet seraient reportées à une autre date après la table ronde projetée. Et le principe était admis par l'administration belge. L'administration belge fait montre d'une mauvaise foi déconcertante, à laquelle nous estimons que les Nations-Unies ne devraient pas fermer les yeux, sans risquer de décevoir les populations qui attendent tout d'elles. Ce ne serait d'ailleurs pas forcer la note d'affirmer que la confiance des populations du territoire sous tutelle commence à être fortement entamée, car, malgré la gravité de la situa-

(Lire la suite en page 40)

Ceux que les néo-colonialistes et leurs agents n'ont pu corrompre

Partis du maquis dans des circonstances particulièrement difficiles, deux jeunes patriotes ont réussi, il y a bientôt trois semaines, à rejoindre l'extérieur. Il s'agit de FEZE II Marcel et KEMAJOU Paul Bernard qui ont bien voulu, dès leur arrivée à Accra, accorder une interview à "La Voix du Kamerun".



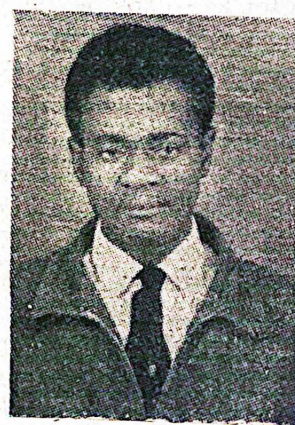
Kemajou Paul Bernard

L'intérêt particulier que nous attachons à cette interview vient de la personnalité et de la rapide évolution de ses auteurs. Ces deux patriotes sont en effet d'anciens chefs de villages et appartiennent donc à cette catégorie d'éléments de la population parmi lesquels, durant des décades, la colonisation a trouvé de loyaux collaborateurs dans sa politique de vol et d'oppression. Rompant avec la triste tradition établie par la colonisation, nos deux jeunes compatriotes ont très tôt opté pour le progrès et la démocratie que seule peut promouvoir une indépendance nationale véritable. C'est qu'il se posait pour eux un sérieux cas de conscience : Bangou (8.324 habitants) comme Bandenkop (4000 habitants) étaient militairement occupés ; plusieurs camps de concentration y avaient été institués où étaient jetés pêle-mêle, hommes, femmes et enfants soumis à des tortures incroyables par les mercenaires franco-africains. Tous les biens de la population (volaille, bétail, produits des champs) avaient été mis à sac par les mêmes assassins.

Nos camarades Kemajou et Feze comprirent qu'il ne pouvait être question de neutralité devant tous ces crimes et exécutions commis par les impérialistes et leurs agents, au nom de la "civilisation". Ils optèrent pour la lutte aux côtés du peuple, jusqu'à l'élimination de toutes les formes du colonialisme. Ils sont, depuis, au maquis. Les impérialistes et leurs valets se mordent les doigts de n'avoir pu corrompre et couper de la révolution ces deux éléments ; aussi ont-ils multiplié à leur encontre des mandats d'arrêt suivis de condamnations à mort par contumace. Peine perdue ! L'évolution presque spectaculaire de ces deux chefs viendra rappeler à la réalité ceux qui, faute de données concrètes ou délibérément, ne mesurent pas toute la portée de la révolution kamerunaise.

A toutes fins utiles, donnons la parole à nos interlocuteurs :

1. QUESTION : Camarades, vous venez d'arriver du maquis. Pouvez-vous nous dire, à l'intention de nos lecteurs quelques mots sur la révolution en cours ?



Feze II Paul

REPONSE : *Kemajou Paul Bernard* : Volontiers ! Comme tu le sais, de plus en plus, notre peuple a la ferme conviction que son salut réside dans le triomphe de la révolution et soutient celle-ci par tous les moyens. Il s'ensuit que la lutte

armée a pris un élan nouveau ces derniers jours. En dépit de sa supériorité en armements et autres, l'Armée de la "Communauté" est réduite à la défensive : de nouveaux foyers révolutionnaires s'allument dans les autres secteurs. Tout en appliquant le point 4 du programme 1956 en 6 points, les combattants sont déterminés à *détruire surtout les structures économiques qui assurent d'énormes bénéfices aux hommes d'affaires, d'autant plus que ces derniers ne s'empêchent pas d'appuyer financièrement les fantoches de Yaoundé dans leur lutte contre-révolutionnaire.* Le coup de Douala, en Juin dernier, a été à cet égard un bon début et, au moment où nous quittons le Kamerun, les colons ne l'avaient pas encore "digéré". Donc : Ferme détermination et soutien total du peuple, forte conviction et confiance des combattants dans l'issue victorieuse de la révolution, voilà des atouts qui nous permettent d'envisager l'avenir avec optimisme.

2. QUESTION : Parfait ! Cependant, depuis un certain temps, la presse réactionnaire étrangère et plus particulièrement celle de France et des U.S.A. fait un tapage insensé autour des "ralliements massifs" des combattants de l'A.L.N.K. Pourriez-vous, une fois de plus, aider "La Voix du Kamerun" à édifier l'opinion de ses lecteurs sur cette légende ?

REPONSE : *Feze II Marcel* : En réalité, il s'agit, comme tu le dis bien, Camarade, d'une légende. Nous commettrions une grave erreur d'appréciation si nous devions penser un seul instant que dans la guerre qui nous oppose aux néo-colonialistes, il faille attendre d'eux je ne sais quel "fair play". La campagne psychologique fait partie de la guerre et c'est à cela que s'emploient les journaux réactionnaires français et américains pour tenter de camoufler la politique de sang que les gouvernements de Paris et de Washington ont provoquée dans notre pays. A vrai dire, c'est depuis Octobre 1958 que le mot "ralliement" est entré dans le vocabulaire des "officiels". Mais plus on parle les "ralliements massifs" des combattants, et mieux la lutte armée du peuple se développe et s'intensifie. S'il s'agissait de la réalité, penses-tu que la France aurait encore besoin d'établir un pont aérien permanent entre Brazzaville et le Kamerun, pour l'arrivée constante des renforts de troupes et de parachutistes ? Car de deux choses, l'une : ou bien c'est tout le peuple kamerunais qui combat les armes à la main, auquel cas l'on comprendrait dans une certaine mesure que la France et ses agents aient recours, pour tenir encore quelques temps, avant la défaite fatale, à de nombreux ren-

forts militaires ; ou bien au contraire, il ne s'agit que de ce que le vocabulaire "officiel" appelle généralement une "poignée de rebelles" (sic), elle aurait déjà été mise hors d'état de nuire, puisque c'est depuis deux ans que, "massivement", les combattants quittent ses rangs pour revenir à de "meilleurs sentiments" ! Non, vraiment cette histoire de "ralliements massifs" ridiculise ses auteurs.

3. QUESTION : Toujours donc, dans le cadre de la campagne psychologique, pour reprendre votre juste expression, la presse dirigée à laquelle nous faisons allusion tout à l'heure, fait beaucoup de bruit autour de la personne du renégat Momo Paul auquel elle attribue, pour les besoins de la cause impérialiste, une influence et une "audience" hors de proportions. Une feuille locale est allée jusqu'à prétendre qu'avant sa capitulation Momo Paul contrôlait des unités fortes de 35.000 hommes répartis en 80 bataillons. Quel crédit faut-il accorder à de telles prétentions ?

REPONSE : *Kémajou Paul Bernard* : Il est de l'intérêt même des impérialistes qu'ils n'avouent pas que leur soutien, dans tous les pays en lutte contre la domination étrangère et l'oppression va naturellement aux fantoches et aux renégats. C'est ce qui explique que la presse à leur dévotion érige en "héros" tous les éléments corrompus, tous les renégats rejetés par le peuple. Tout comme cette extraordinaire histoire des "ralliements massifs" qui se traîne depuis deux ans, l'affaire Momo fait honte à la France. Il ne suffit pas d'être un spécialiste des questions militaires pour affirmer que la reddition de 35.000 soldats peut avoir des répercussions fâcheuses sur une Armée quelle qu'elle soit. Or Momo est passé à la collaboration depuis 8 mois déjà, prétendument avec ses... 35.000 soldats ! Et comme par hasard, c'est depuis cette période que l'A.L.N.K. se signale par des exploits qui forcent l'admiration même de nos adversaires. Le "vide" laissé par les 80 bataillons fantômes de Momo ne s'est pas fait sentir dans notre Armée. C'est l'éternelle histoire des surenchères ou des trafics d'influence. A entendre tout traître à la veille de sa reddition, aucune organisation ne lui survivra. C'est ce qui a trompé Mayi Matip, Sendé Jean Paul et tant d'autres.

4. QUESTION : L'Etat-Major Général vient de rendre publiques dans un communiqué en date du 14 Juillet 1960 des statistiques importantes sur les pertes infligées à l'armée française par l'A.L.N.K. dans une période récente. Ces statistiques sont en

contradiction flagrante avec celles que publient Radio-Brazzaville et les journaux acquis au néo-colonialisme et à l'impérialisme. Quelle est votre opinion sur ces statistiques ?

REPONSE : *Feze II Marcel* : Ces statistiques sont parfaitement conformes à la réalité que nous vivons chaque jour au Maquis. Nous ne nous sommes jamais laissés mystifier par les chiffres publiés par la Radio et la presse impérialistes, et destinés plus à tenter de redorer le blason de l'armée coloniale française devant l'opinion locale et internationale, qu'à informer objectivement la même opinion. Souvent même, nous avons été ahuris, après avoir été nous-mêmes témoins des pertes subies par les mercenaires français, d'entendre Radio-Brazzaville les mettre plutôt au compte de l'A.L.N.K. Mais, dans ces conditions, qui croit-on tromper et pour combien de temps ?

5. QUESTION : Comment expliquez-vous la position actuelle de Ninyim Pierre dont certains compatriotes ne comprennent pas la participation à un gouvernement de trahison nationale ?

REPONSE : *Feze II Marcel* : Je connais personnellement Ninyim Pierre avec qui je me trouvais à Yaoundé lorsque les événements de Mai 1955 furent déclenchés ; à cette époque Ninyim Pierre semblait acquis à la lutte pour la défense de la noble cause du peuple kamerunais ; aussi avons-nous pu ensemble déjouer plusieurs provocations colonialistes. C'est cette attitude anti-colonialiste qui amena la population Baham en particulier et tous les patriotes kamerunais en général à se mobiliser pour exiger sa libération (car n'ayant pas réussi à le prendre dans le panneau de leurs provocations, les colonialistes avaient fini par arrêter Ninyim). Aujourd'hui rendu à la liberté grâce au peuple, Ninyim a tourné le dos à celui-ci, pour composer avec ses adversaires d'hier. Depuis le 14 Mars, il a organisé à Bafoussam, avec le concours de quelques renégats, un groupe dit d'auto-défense qui livre la chasse aux maquisards. C'est avec la complicité de ce vil renégat que des avions bombardent aujourd'hui les villages en Région Bamiléké et ailleurs, massacrent les populations. Ninyim s'est présenté aux élections en ce réclamant de l'U.P.C. au moment même où la Direction du Parti avait décidé le boycott actif des dites élections pour des raisons évidentes vérifiées par les faits. Aujourd'hui, Ninyim participe au "gouvernement" de Yaoundé qui poursuit la guerre dans le pays. Que

conclure ? Sinon que Ninyim a voulu exploiter les aspirations nationales du peuple pour se tailler une situation personnelle. Il ne peut ne pas en ressentir aujourd'hui les répercussions fâcheuses inévitables pour lui. L'avenir certainement se chargera du reste.

6. QUESTION : Depuis les élections-massacres du 10 Avril 1960, nous assistons en Région Bamiléké à une campagne tribaliste orchestrée par des éléments défaillants comme Dzukam Chrétien, et en somme, tous les renégats du "Front Populaire pour la Paix". Ne pensez-vous pas que ce soit là la continuation de l'opération contre-révolutionnaire entreprise par Mayi Matip en Sanaga Maritime, comme couronnement du complot qui aboutit, avec sa complicité effective, à l'assassinat du Secrétaire Général de l'U.P.C., Ruben Um Nyobé ?

REPONSE : *Kémajou* : Oui, c'est toujours l'"opération Mayi" qui a fait son apparition en région Bamiléké ; mais elle est d'avance vouée à l'échec ; d'abord, parce qu'il a été à maintes reprises prouvé que le tribalisme n'a aucune valeur en politique, ensuite, parce que les positions contradictoires des animateurs de cette campagne militent inévitablement en faveur de l'échec. Je me souviens personnellement qu'en 1956, lors de la campagne organisée à travers le pays par le "Courant d'Union Nationale", Dzukam ne cessait de prodiguer des conseils à tous ses interlocuteurs qu'il mettait en garde contre le tribalisme. - Qu'il pêche aujourd'hui par ce même côté exposerait inévitablement Dzukam à la colère et au mépris du peuple. Le problème kamerunais est national et non tribal. Toujours selon les protagonistes de cette propagande défaitiste, les combattants de l'A.L.N.K. devraient déposer les armes et se rendre sans façon aux fantoches de Yaoundé puisque "la justice est entre nos mains". L'on pense ainsi à M. Kamga Victor, qui fait aujourd'hui fonction de ministre de la Justice dans le "gouvernement" Asaslé.

7. QUESTION : Pourriez-vous commenter brièvement, cette nouvelle baudruche de caoutchouc ?

REPONSE : *Feze II Marcel* : Si réellement les intérêts des populations le préoccupaient, M. Kamga Victor aurait déjà demandé l'abrogation de lois scélérates de Mai 1959 en vertu desquelles la situation tragique actuelle s'est trouvée dangereusement aggravée dans notre pays. Or en ce moment

même se déroulent devant les tribunaux militaires de Douala (circonscription électorale de Kamga Victor) des procès dans lesquels sont impliqués, entre autres, des "Bamilékés" sur lesquels pèse le danger d'une condamnation à mort. Pourquoi donc ces procès contre des "Bamilékés" sous un Ministre "Bamiléké" ? Non, c'est une nouvelle mystification et je suis convaincu que le peuple kamerunais ne s'y laissera pas prendre.

8. QUESTION : La Révolution procède, dans les zones libérées, à la suppression des chefferies et à la démocratisation de la société. Que pensez-vous de cette mesure ?

REPONSE : *Kémajou* : Ce qui compte désormais pour nous, ce sont les intérêts supérieurs du peuple kamerunais. En supprimant les chefferies et en démocratisant la société, la révolution a prouvé que, contrairement à la colonisation, ce qu'elle vise, ce n'est pas de s'assurer la collaboration, pour ne pas dire le loyalisme d'une minorité, à des fins d'exploitation, mais au contraire, le soutien volontaire et spontané de la majorité du peuple dans l'édification d'une Nation souveraine, démocratique, forte et prospère où il n'y aura plus de place pour les exploités. C'est pourquoi librement, nous avons opté pour cette révolution, aux côtés de nos populations. Après tout, nous n'étions pas des chefs imposés aux populations. Nous n'aurons donc pas peur d'affronter toute consultation populaire dans une société démocratique.

9. QUESTION : Après avoir joué un rôle important dans la 1ère phase de la lutte du peuple kamerunais pour l'indépendance nationale, la femme de chez nous continue à s'affirmer au cours de la révolution en marche. Il s'agit là également d'un phénomène important si l'on considère que dans la tradition ancestrale, la femme n'apparais-

sait nullement dans la vie publique du pays. Pourriez-vous dire quelques mots là-dessus à l'intention de nos lecteurs ?

REPONSE : *Feze II Marcel* : La participation de nos femmes à la révolution explique les changements radicaux que celle-ci entend faire subir à notre société. Elle prouve combien l'U.P.C. a su éduquer ces femmes et les a aidées à prendre conscience de leur rôle. La révolution ferait marche arrière si elle devait maintenir le grave décalage qui sous le régime colonial, a toujours existé entre la femme et l'homme. Aujourd'hui, dans l'A.L.N.K. les femmes font preuve d'un sens de responsabilité insoupçonné.

10. QUESTION : En vous remerciant pour cette contribution, j'aimerais obtenir de vous un dernier mot pour nos lecteurs.

REPONSE : Nous voudrions, pour terminer, lancer un pressant appel d'abord aux chefs traditionnels pour qu'ils cessent de soutenir le néo-colonialisme et l'impérialisme, et suivre notre exemple. Ils ne doivent pas continuer à vouloir à tout prix s'accorder à des institutions qui auront bientôt vécu envers et contre eux, car la roue de l'histoire ne fait que tourner. Nous voudrions ensuite lancer un solennel appel à tous les hésitants de se décider et de prendre position en faveur de la Révolution. Enfin, au monde entier qui nous regarde, nous voulons exprimer une fois de plus notre profonde gratitude pour le soutien que l'opinion publique étrangère tant en Afrique, en Asie, en Amérique latine, qu'en Europe, n'a cessé d'apporter à notre lutte. Il lui suffit de faire encore un autre petit geste pour que triomphe notre noble cause, la cause de la liberté et de l'indépendance véritable.

Le Cuba soutient la Révolution Kamerunaise..

Arrivés au Caire le 24 Juillet écoulé dans la soirée, M. RAUL CASTRO, Ministre Cubain des Forces Armées et sa suite se rendaient immédiatement à l'Ambassade où leur était offerte une réception. Leur Ambassadeur avait bien voulu inviter à cette réception une délégation de l'U.P.C. Conduite par le Vice-Président Ernest Ouandié, notre délégation eut le privilège de s'entretenir assez longuement avec M. Raul Castro; ce dernier manifesta, tout au long de l'entretien un vif intérêt et une réelle sympathie à la noble cause que défendent, les armes à la main, le peuple kamerunais. "Des problèmes communs se posent, dit-il, aux peuples d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie, aussi ne nous est-il pas difficile de comprendre votre situation".

Sur le plan des principes, c'est vrai; mais plusieurs faits concrétisent davantage la pensée de l'homme d'Etat Cubain:

- a) mieux que tout autre pays, en effet, le Cuba sort à peine d'une dure et longue révolution aujourd'hui victorieuse et comprend parfaitement notre situation;
- b) le Cuba a eu à lutter contre des dictatures installées et maintenues au pouvoir par les impérialistes américains au mépris de la volonté populaire, pour poursuivre l'exploitation des ressources économiques du pays; aujourd'hui, le sang coule au Kamerun, parce que à l'O.N.U. en Mars 1959, les impérialistes américains se sont opposés à des élections générales avant la proclamation de l'indépendance du pays, dans le cynique but d'assurer la survie momentanée de leurs fondés de pouvoirs. Aujourd'hui comme hier à l'O.N.U. les impérialistes continuent à aider les fantoches sur tous les plans, exactement comme au Cuba avec le régime Batista.

- c) le Cuba situé à 150 km du Cap Carnaveral a définitivement détruit "le mythe du fatalisme géographique", de la "toute puissance" des armées professionnelles et de l'impérialisme nord-américains; c'est le même défi que le peuple kamerunais relèvera tôt ou tard, à la grande stupéfaction de ceux qui veulent miser sur ses difficultés géographiques et autres.

Une telle communauté de lutte pour des objectifs communs contre un ennemi commun entraîne nécessairement une solidarité effective; ce que le Ministre Cubain a bien matérialisé en affirmant, dans son discours du 26 Juillet 1960 à Alexandrie le soutien total de son pays au peuple kamerunais en lutte, étant entendu qu'"à travers les événements du Kamerun, d'Algérie et du Congo, il faut voir la main-mise des impérialistes américains". Dans son message du 30 Juillet, il se fit plus explicite en affirmant: "Je suis convaincu que la R.A.U. et Cuba demeureront toujours solidaires face à l'impérialisme périmé. Nous sentons profondément la lutte engagée par le peuple d'Algérie, du Cameroun et d'ailleurs et nous exprimons constamment l'appui que nous apportons à leurs justes causes; de même que nous dénonçons les agressions répétées contre le peuple du Congo, car la lutte des peuples asservis est commune".

.... ET INVITE UNE DELEGATION DE L'U.P.C. A LA HAVANE

C'est pour concrétiser davantage l'appui de son peuple à la révolution kamerunaise que M. Raul Castro a bien voulu inviter une délégation de l'U.P.C. à se rendre à la Havane. L'U.P.C. attache une importance particulière à cette visite qui a lieu au moment où l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine se cherchent pour se concerter et asséner des coups décisifs aux impérialistes dans leurs continents.

LA REDACTION

LA CONFERENCE D'ADDIS ABABA ET L'UNITE AFRICAINE

par ERNEST OUANDIE, Vice-Président de l'UPC

Addis Abéba, la grande capitale éthiopienne, a hébergé du 14 au 26 Juin 1960, la 2ème Conférence Ordinaire des Etats Africains Indépendants. Une Conférence en fait élargie, car en plus des pays alors considérés comme indépendants, étaient également admis l'Algérie Combattante, et tous ceux dont l'accession à l'indépendance au cours de 1960, était acquise au début de Juin dernier.

C'est ainsi qu'on a compté comme membres de plein droit les représentants des gouvernements suivants : République Arabe Unie, Tunisie, Algérie, Maroc, Libéria, Guinée, Ghana, Nigéria, Kameron Oriental, Soudan, Ethiopie, Somalie et Libye. Les 14 membres auraient en fait dû être 18, mais le Congo, le Togo, le Mali et Madagascar n'ont pu envoyer de délégués.

La Conférence a admis également des observateurs originaires de tous les pays encore dépendants et même de plusieurs pays non-africains tels que le Mexique ou le Brésil. Enfin le Kameron Oriental comportait deux délégations : celle dite gouvernementale conduite par M. Okala Charles et celle de l'U.P.C. Au total plus de 170 participants, y compris de nombreux journalistes presque tous des pays occidentaux.

Le grand intérêt de la Conférence d'Addis Abéba c'est qu'elle s'est tenue en 1960, après les conférences populaires de Tunis et de Conakry, en cette année qui, au terme de son cours, aura vu plus de 15 pays passer du statut colonial à celui d'Etat indépendant. Dès l'annonce de cette Conférence, chacun se demandait quelle serait son attitude vis-à-vis des problèmes brûlants de l'heure : lutte pour l'indépendance nationale, pour le développement économique, social et culturel, pour l'unité africaine, pour la paix et la coexistence pacifique... Sur toutes ces questions, la Conférence a-t-elle répondu aux aspirations que les peuples ont exprimées dans leurs rencontres antérieures ? Si non, pourquoi ? Telle est la question que nous allons élucider.

I. — Résultats de la Conférence d'Addis Abéba.

Sur toutes les grandes questions qui préoccupent actuellement le monde, et l'Afrique en particulier, les peuples africains ont formulé des options parfaitement claires parfois même précises et toujours anti-impérialistes. On ne saurait en dire autant de toutes les délégations gouvernementales réunies à Addis Abéba.

1. — Lutte pour l'indépendance véritable de toute l'Afrique.

Les conférences populaires se sont toujours intéressées à l'indépendance de toutes les parties de notre continent. La Conférence d'Addis Abéba, au contraire, entendait se pencher exclusivement sur l'Algérie, l'Afrique du Sud, et les colonies anglaises, oubliant plus ou moins volontairement les colonies de "l'Europe latine" : belge, s, espagnoles, portugaises et françaises (Côte des Somalies, Comores, etc.). Il a fallu la présence des observateurs originaires de ces différents pays pour faire poser leurs problèmes, avec l'appui du Secrétaire Général de la Conférence des Peuples Africains.

Autre faiblesse particulièrement inquiétante : la complaisance de la Conférence d'Addis Abéba à l'égard des formes actuellement existantes de néo-colonialisme. La Conférence ne s'est préoccupée que d'en "prévenir de nouvelles formes". Pourtant à Tunis, les peuples avaient fortement dénoncé les indépendances téléguidées, et avaient recommandé de trouver une solution rapide au drame du Kameron considéré comme l'exemple typique du néo-colonialisme. Le silence vis-à-vis des formes existantes de ce fléau est absolument curieux, car le néo-colonialisme sévit déjà sous toutes ses formes ; tout ce qu'on doit craindre, c'est son invasion dans d'autres pays. Pourquoi donc les délégués à la Conférence ne se sont-ils attachés qu'à en "prévenir les nouvelles formes" ? Est-ce faute d'une vision très claire de l'essence même du néo-colonialisme ?

2. — Lutte pour la promotion économique, sociale et culturelle.

Il est permis de le penser, quand on considère les voies et moyens préconisés pour la promotion de l'Afrique. Notre Continent est un continent sous-développé, c'est là une banalité aujourd'hui. Pour rattraper notre retard, nous devons mobiliser toutes les ressources disponibles à l'intérieur et à l'extérieur. Encore faut-il veiller à ce que le colonialisme sorti par la porte de devant ne rentre par celle de la cuisine, celle où se négocie "l'assistance" technique, économique et financière. Et c'est là un très grand danger, car, ainsi que l'a souligné le chef de la délégation de la R.A.U., M. Zulficar Sabri, "la poursuite d'intérêts économiques égoïstes par les pays européens est la véritable raison qui les a transformés en puissances colonialistes". Voilà pourquoi le Comité Directeur de la Conférence des Peuples Africains, a fortement insisté pour que les Etats africains indépendants assument un contrôle effectif et permanent sur les activités de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique dans l'intérêt des Africains.

Malgré ces principes et cette mise en garde parfaitement clairs, nombre de délégués ont avec insistance, recommandé le renforcement de la coopération avec les organismes spécialisés des Nations-Unies pour accélérer le développement de notre continent. Ces délégués semblent ignorer que les Nations-Unies, servent de plus en plus de paravent aux manœuvres néo-colonialistes. Les cercles dirigeants des pays occidentaux, il y a quelques années, combattaient l'ONU. Ils préféraient alors le tête-à-tête avec chaque pays non-développé. Maintenant, les impérialistes sont de plus en plus démasqués, leurs positions de plus en plus ébranlées. Aussi sentent-ils la nécessité de se serrer les coudes et de conjuguer leurs efforts sous le masque d'organisations comme celle des Nations-Unies ou la "Confédération Internationale des Syndicats libres", etc. Tel est le canal employé actuellement pour sauvegarder au Congo les intérêts de l'Union Minière du Haut Katanga, des Rockefeller, etc...

Attestent également un manque de vigilance à l'égard du néo-colonialisme, les propositions tendant à la formation d'un Marché Commun Africain, à la création d'une Banque Africaine de Développement. Au stade actuel de notre développement économique, de telles propositions permettraient aux impérialistes de s'immiscer dans nos affaires intérieures, grâce à leur indispensable participation au financement de la banque africaine, grâce à la place très démesurée qu'ils occupent dans le commerce extérieur de presque tous nos pays, etc...

Tous ces dangers sont parfaitement évidents. Comment se fait-il dès lors que nombre de délégués aient soutenu de telles propositions ? Indiscutablement parce que certains ont partie liée avec l'impérialisme.

Il ne faut pas oublier en effet que les classes actuellement au pouvoir en Afrique n'ont pas des intérêts absolument identiques. Tous les Africains doivent lutter contre l'impérialisme, parce qu'il nous dépouille de nos ressources humaines et naturelles et cherche à nous asservir à perpétuité. Il n'en reste pas moins vrai que nombre d'Africains aspirent eux aussi à accumuler des profits individuels considérables, aux dépens des masses laborieuses. C'est donc l'appartenance de classe et non la méconnaissance des traits caractéristiques du néo-colonialisme, qui explique mieux les différentes attitudes adoptées par les différents gouvernements face aux problèmes soumis à la Conférence d'Addis Abéba.

3. — *Problèmes de la Paix.*

Cela se vérifie avec une clarté éblouissante à propos des problèmes de la paix et de la co-existence pacifique. Qui sont les fomenteurs de guerre sinon les puissants trusts vivant de la course aux armements et de l'économie de guerre, sinon ceux dont les intérêts sordides ne peuvent plus être maintenus par des moyens pacifiques, bref les impérialistes. L'Afrique connaît-elle actuellement des concentrations d'intérêts privés comparables à celles d'Europe Occidentale ou d'Amérique du Nord ? Non ! Les Africains qui veulent réaliser à leur profit de telles concentrations du pouvoir économique et financier savent qu'il leur faut la paix. Aussi est-il normal qu'à la Conférence d'Addis Abéba, à peu près tous les délégués aient déploré l'échec de la Conférence au Sommet, condamné la course aux armements et très souvent aussi les expériences atomiques au Sahara...

Mais dès qu'il s'est agi d'adopter des mesures concrètes de lutte pour la paix, certaines délégations ont fait prévaloir les intérêts d'une minorité sur ceux de la quasi-totalité des Africains. En effet, à l'heure actuelle, la lutte contre les bases et les traités militaires agressifs constitue pour les pays sous-développés, une des formes les plus accessibles et les plus efficaces de lutte pour la paix.

Malheureusement certains milieux dirigeants des pays sous-développés ne peuvent s'engager

dans cette lutte parce qu'ils ont besoin des bases et traités militaires soit pour défendre leurs gouvernements contre leurs propres peuples — cas typique : le Kamerun — soit en contre-partie de la prétendue assistance technique, économique et financière des impérialistes. Voilà pourquoi la contribution de la Conférence d'Addis Abéba est restée essentiellement morale : elle n'a pu comme les Conférences populaires ou même comme les Conférences gouvernementales antérieures, appeler à la lutte pour l'évacuation des bases et troupes étrangères de notre continent.

Cet décalage a été également sensible dans d'autres problèmes. Ainsi à propos de l'Algérie, les résolutions ne demandent plus la reconnaissance du Gouvernement Provisoire algérien. A propos de l'aide à ceux qui luttent pour l'indépendance nationale, le principe est accepté, mais les modalités d'organisation d'une Caisse de la Liberté — déjà existante au niveau des peuples — sont renvoyées à des temps meilleurs. Les résolutions restent muettes sur les questions sociales qui pourtant avaient beaucoup préoccupé la Conférence de Tunis. Ainsi la Conférence d'Addis Abéba est restée nettement au-dessous des tâches historiques que lui assignaient toutes les Conférences africaines antérieures non seulement populaires mais même gouvernementales. Comment expliquer cet échec ?

Ce qui précède nous montre que les délégations gouvernementales représentées à Addis Abéba devaient être nécessairement en désaccord sur plusieurs problèmes essentiels. Car ils défendent des intérêts plus ou moins différents selon leur degré d'indépendance et les rapports de classes dans leurs pays respectifs.

Ainsi un "gouvernement" comme celui du Kamerun ne pouvait accepter et il n'a pas accepté des résolutions contre les formes déjà existantes de néo-colonialisme, les troupes et bases étrangères, l'aide aux nationalistes et réfugiés politiques, etc... Pourquoi ? Parce qu'il est lui-même le prototype du néo-colonialisme. Ainsi donc l'apparition sur l'arène internationale de gouvernements nominale-ment indépendants explique bien pourquoi la Conférence d'Addis Abéba a non seulement échoué, mais encore manqué un recul par rapport aux conférences antérieures.

4. — *L'Unité pour l'Unité !*

Mais cette raison n'est pas décisive, car les Conférences antérieures ont vu aussi de nombreux

représentants de pays que l'on ne saurait considérer comme pleinement indépendants. La raison décisive réside dans la règle de l'unanimité pour toute décision importante. Cette règle repose sur le mythe de l'Unité à tout prix. Mythe extrêmement dangereux, comme on vient de le voir : les délégations ne pouvant être entièrement d'accord sur de nombreux points essentiels, toute rencontre "panafricaine" est d'avance vouée à l'échec. Nous ne saurions donc trop dénoncer le mythe de l'unité pour l'unité.

L'unité n'est jamais une fin en elle-même : elle n'est et ne peut être qu'un moyen pour atteindre une fin commune. Choisir l'unité comme fin en soi, c'est dans les circonstances actuelles soutenir l'immobilisme et le conservatisme, c'est-à-dire la contre-révolution dans tous les domaines. En effet, même les objectifs qui réalisent aujourd'hui l'unanimité des peuples africains, sont encore combattus et parfois très violemment par certains gouvernements. Ainsi depuis la 1ère Conférence d'Accra (décembre 1958) tout le monde reconnaît que les peuples doivent se libérer en luttant par tous les moyens à leur portée. Mais à Addis Abéba le "Ministre des Affaires Etrangères" du Kamerun a soutenu ceci : "La libération de nos frères qui gémissent encore sous la dépendance de l'étranger dépend des efforts *pacifiques et diplomatiques* que nous aurons déployés". Et c'est ce point de vue diplomatiste et réformiste que reflètent les résolutions sur le colonialisme.

L'unité africaine est considérée par la clique de Yaoundé comme le camouflage d'un colonialisme africain, "plus sordide, poursuivent-ils, parce que n'apportant rien à nos populations et surtout parce que n'ayant rien appris ni rien oublié... Il faudrait que la Conférence condamne toute institution d'un pouvoir personnel dans toute l'étendue du continent africain..."

Comment réaliser l'unité avec de tels partenaires ? Les partisans de l'unité à tout prix doivent comprendre qu'elle est illusoire : s'ils sont sincères, ils doivent rechercher les conditions d'une unité qui ouvre aux peuples des possibilités accrues de liberté et de bien-être.

La lutte contre le néo-colonialisme et l'impérialisme est la seule qui puisse actuellement grouper tous les Africains sous la même bannière, car le néo-colonialisme et l'impérialisme constituent les graves dangers qui menacent tout particulièrement l'Afrique entière. A peu près toutes les in-

interventions à Addis Abéba ont souligné cette vérité. Ainsi le chef de la délégation du G.P.R.A. a déclaré : "Nous ne pourrions bâtir l'unité africaine que si nous savons démasquer et détruire toutes les formes d'un retour camouflé du colonialisme". De son côté, le chef de la délégation lybienne s'est écrié : "Le monde ne connaîtra ni stabilité ni paix, ni tranquillité avant que les peuples colonisés et opprimés n'obtiennent leur droit et avant que leurs causes ne soient traitées avec justice et égalité". Dans son remarquable discours inaugural, l'Empereur Haïlé Sélassié a notamment déclaré : "Nous devons avoir la certitude que si nous restons unis dans notre ferme propos de parvenir à l'indépendance complète de chacun des peuples d'Afrique, nous réussirons dans nos efforts. Cependant, cette réalisation ne peut être portée au crédit du peuple africain, si l'indépendance obtenue n'est que simplement nominale..."

Bref tout le monde est en principe d'accord pour lutter contre le colonialisme, contre l'impérialisme et leurs agents. Tous les Africains peuvent donc et doivent se regrouper sous cette bannière. Mais ici nous devons rappeler avec force ce qu'a dit le chef de la délégation de la R.A.U. à Addis Abéba à savoir que les *"principes doivent être indivisibles et universels dans leur application, autrement ils ne seront jamais respectés"*.

Ainsi nous sommes parfaitement d'accord pour combattre Israël comme agent de l'impérialisme. Mais nous pensons qu'il faut aussi combattre toutes les autres créatures de l'impérialisme, y compris les gouvernements africains comme celui du Kameroun. Nous n'avons plus besoin de montrer ici son caractère fantôme, puisque par exemple sur la tribune de la Conférence d'Addis Abéba, leur "Ministre des Affaires Etrangères" a déclaré : "S'il y a des troupes françaises au Kamerun, à qui la faute ? On tue journellement non seulement des responsables mais même des innocents. Cette insécurité fait que les gens ne peuvent plus aller boire tranquillement dans les bars. *C'est le cou-teau sous la gorge que mon gouvernement a été obligé de signer avec un Etat ami des accords militaires nous permettant d'avoir des troupes pour rétablir l'ordre et la sécurité*".

Comment peut-on combattre l'impérialisme, tout en s'alliant à ses créateurs ? Nous dira-t-on qu'il s'agit d'un gouvernement africain ? Nous répondons que c'est là une politique raciste : on se

dit prêt à lutter contre les impérialistes et leurs agents européens, américains, sionistes ; mais on se refuse à combattre ces mêmes agents parce qu'ils sont africains. Or pour nous, le racisme anti-raciste est incompatible avec toute idée de progrès. C'est bien ce que prouve clairement l'échec de ceux qui par des voies diplomatiques, espéraient amener le régime de Yaoundé dans le sillage africain. Malgré tous leurs efforts, ce gouvernement adopte dans le meilleur des cas une attitude réservée face aux problèmes cruciaux de nos peuples. Et cette attitude, faut-il le souligner, résulte d'une longue lutte, car la position initiale des fantômes est celle même des impérialistes. Quand les intérêts vitaux de leurs maîtres sont engagés, les fantômes ne sauraient se ranger du côté des peuples africains.

Car leur idéal à eux-mêmes est essentiellement de devenir impérialistes. C'est encore le "Ministre des Affaires Etrangères" du Kamerun qui nous le dit sans équivoque ; voici comment il termine son intervention à Addis Abéba : *"L'humanité aura accompli son destin quand toute notre folie aura pris la forme de la sagesse de ceux qui nous exploitent encore"*.

Soutenir des gens qui considèrent que l'unité africaine camoufle un colonialisme et un colonialisme plus sordide que le colonialisme occidental, soutenir des gens qui envient "la sagesse de ceux qui nous exploitent encore", c'est manifestement combattre les intérêts du peuple, car les intérêts des peuples sont irréductiblement contraires à ceux de "ceux qui nous exploitent encore". Voilà une évidence. Le plus grave, c'est que dans l'immédiat, les agents du néo-colonialisme vont apparaître comme des champignons sur l'arène internationale.

Le colonialisme pense avoir trouvé une panacée pour remédier à sa vieillesse et empêcher son inévitable effondrement ; ce médicament, c'est l'indépendance téléguidée. De plus en plus donc, les impérialistes proclament indépendants des pays dont les dirigeants ou bien ne sont pas du tout représentatifs, démocratiquement élus, ou bien ne sont nullement souverains ; ceux du Kamerun ne sont ni souverains ni même représentatifs. L'analyse des différentes conventions franco-africaines contenues dans l'éditorial donne une idée de cette prétendue indépendance. Inutile donc d'y insister à nouveau.

II. — Que chacun prenne ses responsabilités.

La situation est donc parfaitement claire : les prochains mois, les prochaines années marqueront la naissance de gouvernements soi-disant indépendants mais nettement dirigés par les impérialistes. Dès lors, la solidarité africaine sera de plus en plus un sentiment au service de l'impérialisme, si comme à Addis Abéba, les gouvernements réellement indépendants recherchent l'unité à tout prix. Si par contre, ils s'engagent résolument dans la lutte libératrice aux côtés des peuples, alors et alors seulement, ils consolideront rapidement tout en contribuant à la libération réelle du Continent.

L'expérience de ces deux dernières années en particulier a nettement montré le caractère décisif de la lutte des peuples africains : c'est elle qui a forcé les impérialistes français à changer brutalement de méthodes et à parler même de l'Algérie algérienne ; parce que les peuples africains ont prouvé leur détermination à conquérir coûte que coûte leur indépendance, ceux des leaders qui s'y opposaient encore en Septembre 1958, sont obligés de l'accepter maintenant au moins en apparence. *C'est donc la lutte des peuples qui est décisive ; c'est elle qu'il faut soutenir par tous les moyens.*

Mais nous devons souligner aussi que dans cette période d'aggravation de la crise générale de l'impérialisme, toutes les luttes libératrices sont plus que jamais interdépendantes : aucune d'elles ne se déroule au niveau d'un seul pays ou d'une seule région. La lutte pour l'indépendance politique ou économique, contre le sionisme et les autres forces rétrogrades, toutes les luttes se déroulent en fait entre les forces impérialistes et les forces anti-impérialistes prises dans leur ensemble. Cela apparaît clairement dans les événements récents de l'actualité internationale. Quand le Cuba et l'Inde ont décidé d'acheter du pétrole brut soviétique beaucoup moins cher que le pétrole américain, toutes les sociétés étrangères se sont jointes aux sociétés américaines pour refuser de raffiner le pétrole soviétique...

Au Congo, les impérialistes sont d'accord de manœuvrer à travers les troupes et les experts des Nations-Unies pour soutenir la sécession du Katanga et établir un régime néo-colonialiste dans l'ensemble du pays.

Face au front uni des exploiters, les peuples opprimés doivent eux aussi former un puissant Front de lutte anti-impérialiste ouvert à tous ceux qui sont décidés à œuvrer pour l'indépendance véritable et la démocratie, qu'il s'agisse des gouverne-

ments ou des partis politiques, des syndicats, des mouvements de Femmes et de Jeunes.

De tels fronts de lutte anti-impérialistes doivent se constituer à l'intérieur de chaque pays et s'intégrer à un Front général de lutte anti-impérialiste s'étendant à tout le continent. Et naturellement, ce Front africain de Lutte anti-impérialiste doit lui-même coopérer étroitement avec toutes les forces anti-colonialistes d'Asie, d'Amérique et même d'Europe Occidentale. Telle est l'unique voie de succès pour les prochaines rencontres africaines ; telle est la condition indispensable pour le développement ultérieur de la lutte libératrice de notre continent, pour son ascension pour le Progrès, pour sa contribution accrue à la paix et à la civilisation universelle.

(Suite de la page 30)

tion dont la Mission de Visite s'est rendu compte aucune mesure de défense n'a été prise.

Encore une fois l'Unar demande :

a) La désignation, par la prochaine session de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. d'une Commission chargée de contrôler toutes les opérations électorales au Ruanda-Urundi.

b) Préalablement, à toute consultation populaire, l'adoption d'une loi d'amnistie totale et inconditionnelle de tous les faits politiques intervenus dans le pays depuis le début de la lutte pour l'indépendance nationale.

Le Rapport de la dernière Mission de Visite des Nations-Unies a été favorable à ces revendications. La dernière session du Conseil de Tutelle s'est prononcée dans le même sens.

En un mot, l'Union Nationale Ruandaise réclame le rétablissement de la justice, l'instauration d'une démocratie saine pour que l'accession du pays à l'indépendance se fasse sans heurts.

S'opposer à ces légitimes et combien modestes aspirations populaires, ce serait créer inévitablement une situation encore plus explosive que celle qui endeuille aujourd'hui le Kamerun et le Congo. Ce serait confirmer l'opinion qui se fait de plus en plus jour avec l'attitude ouvertement partisane des Nations-Unies dans ces deux pays, à savoir que l'organisation internationale est apparue comme l'instrument de la contre-révolution et de l'impérialisme.

Alexandre RUTERA
Représentant du
Ruanda-Urundi au Caire

Pour mieux lutter, le Militant de l'U.P.C. doit chaque jour s'armer et se former idéologiquement. Il doit constamment et attentivement lire et expliquer les publications du Parti. Pour connaître le programme économique et social de l'U.P.C., il doit lire "La Révolution Kamerunaise". Pour connaître les principes idéologiques du Parti, il doit lire "L'Unique voie du Succès et l'Elimination des conceptions erronées".

Pour suivre l'évolution politique de l'Afrique en général et la révolution kamerunaise en particulier, lisez régulièrement "La Voix du Kamerun", revue mensuelle politique, économique et culturelle de l'U.P.C.